Ministère de l'Enseignement Supérieur et de La Recherche Scientifique

Ecole Supérieure de Commerce



Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention d'un diplôme de master en sciences financières et comptabilité

Spécialité : Comptabilité et Finance

Thème :

Impact de l'investissement Directe Etranger sur la croissance économique : Cas de l'Algérie

Elaboré par :

TIRSANE CHOUROUK

HOCINE THINHINANE

Encadré par :

Dr. BENACHOUR AMIRA

Lieu de stage : Ministère des Finances

Période de stage : du 11/01/2025 au 30/04/2025

Année universitaire 2025/2026

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de La Recherche Scientifique

Ecole Supérieure de Commerce

Mémoire de fin de cycle en vue de l'obtention d'un diplôme de master en sciences financières et comptabilité

Spécialité : Comptabilité et Finance

Thème :

Impact de l'investissement Directe Etranger sur la croissance économique : Cas de l'Algérie

Elaboré par :

TIRSANE CHOUROUK

HOCINE THINHINANE

Encadré par :

Dr. BENACHOUR AMIRA

Lieu de stage : Ministère des Finances

Période de stage : du 11/01/2025 au 30/04/2025

Année universitaire 2025/2026

Remerciement

Avant tout, nous remercions dieu le Tout-puissant de nous avoir accordé la sante, la force, le courage et la persévérance nécessaires pour mener à bien ce modeste travail. Grâce à sa volonté, nous avons pu surmonter les difficultés rencontrées tout au long de notre parcours universitaire et accomplir nos études avec détermination et succès.

Nous tenons à adresser nos plus chaleureux remerciements à notre encadrante**, Mme BENACHOUR AMIRA**, pour son accompagnement précieux, sa disponibilité et son soutien constant tout au long de la réalisation de ce mémoire. Grâce à ses conseils avisés, sa patience et son suivi rigoureux, nous avons pu mener ce travail dans les meilleures conditions. Nous lui exprimons notre profonde gratitude et notre grand respect.

Nous tenons à exprimer nos vifs remerciements à **Mme TERBAGOU MERIEM** notre encadrante de stage au Ministère des Finances, pour son accompagnement, sa disponibilité et la qualité de ses orientations tout au long de notre stage pratique.

Nos remerciements s'adressent également à l'ensemble du personnel du Ministère des Finances pour leur accueil, leur collaboration et leur soutien, qui ont grandement facilité le déroulement de cette expérience et contribué à son enrichissement.

Nous adressons également nos sincères remerciements à **Madame Abdelmalek Hanane** pour son aide précieuse, sa disponibilité et ses orientations qui nous ont été d'un grand soutien dans la réalisation de ce travail.

Nous exprimons notre profonde gratitude envers toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce mémoire.

Enfin, nous exprimons notre reconnaissance à nos familles respectives pour leur soutien moral et leurs encouragements constants, qui nous ont permis de mener à bien ce projet.

Dédicace

Je dédie ce travail :

À ma chère mère, pour son amour inconditionnel, sa patience et ses prières qui m'ont toujours accompagnée.

À mon cher père, pour sa force, ses sacrifices et son soutien constant tout au long de mon parcours.

À mes chères sœurs Nadjia et Meriem, pour leur affection, leur présence et leurs encouragements précieux.

À mon frère Mohamed, pour son soutien et sa bienveillance.

À Othmane, le mari de ma sœur, pour son aide et ses encouragements.

Enfin, à la mémoire de ma très chère grand-mère, une femme que j'ai profondément aimée et qui restera à jamais dans mon cœur. Son départ a laissé une grande douleur, mais son amour et sa douceur m'accompagnent encore aujourd'hui. Je garde d'elle un souvenir précieux et indélébile. Qu'Allah lui accorde Sa miséricorde et l'accueille dans Son vaste paradis

CHOUROUK

Dédicace

Je dédie ce travail :

À mon cher père, *pour sa force, ses sacrifices silencieux et son soutien inestimable, qui ont toujours été une source de fierté et de motivation pour moi.*

À ma chère mère, *pour son amour infini, sa tendresse sans limite et ses prières constantes, qui m'ont accompagné à chaque étape de mon parcours et m'ont donné la force d'avancer.*

À mes sœurs Fatiha, Dahbia, Rosa, Radia et Malika, *pour leur présence précieuse, leur affection sincère et leurs encouragements permanents, qui ont illuminé mon chemin et rendu cette réussite encore plus significative.*

THINHINANE

Sommaire

Remerciement .....
Dédicace .....
Sommaire……..I
Listes des Tableaux II
Listes des figures III
Listes des abréviations IV
Listes des annexes V
RÉSUMÉ VI
ABSTRACT VII
Chapitre 01 : Introduction Générale .....A
Chapitre 02 : Revue de la littérature 1
Chapitre 03 : Cadre méthodologique de l'étude 30
Chapitre 04 : Analyse et discussions des résultats 43
Chapitre 05 : Conclusion Générale 60
Bibliographie 66
ANNEXES : 72
Table des matières 77

Listes des Tableaux

Tableau 1 : Evolution des stocks d'IDE dans les pays d'Afrique de Nord (106USD).....13
Tableau 2: Degré d'influence des déterminants des IDE 17
Tableau 3: suivant résume les forces, faiblesses, opportunités et menaces du potentiel d'investissement en Algérie. 19
Tableau 4 : Résumé des variables du modèle économétrique 37
Tableau 5 : Statistiques descriptives des séries de l'étude 44
Tableau 6: Matrice des corrélations.....45
Tableau 7: Test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) 46
Tableau 8: Estimation générale du modèle ARDL.....48
Tableau 9 : Test de Bounds 49
Tableau 10: Estimation de la relation long terme.....50
Tableau 11: Résultats relatifs à l'estimation du modèle ECM 53
Tableau 12: Test de validité.....56

Listes des figures

Figure 1 : les différentes des IDE. 5
Figure 2: La courbe de cycle de vie de produit 9
Figure 3: Les flux d'IDE entrants en Algérie de 1970 jusqu'à 2002 (en millions de dollar).....12
Figure 4: les facteurs de la croissance économique.....25
Figure 5: Organigramme de la Direction Générale de la Prévision et des Politiques (DGPP) 32
Figure 6 : Courbe de la somme cumulée des résidus (CUSUM).....55
Figure 7:Courbe de la somme cumulée des carrés du résidu (CUSUMQ).....56

Listes des abréviations

Abréviation	Signification
IDE	Investissements Directs Etrangers
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
IDH	Indice de Développement Humain
FMN	Firmes Multinationales
FMI	Fonds Monétaire International
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
ONS	Office National des Statistiques
ANDI	Agence Nationale de Développement de l'investissement
CNI	Conseil National de l'investissement
MIPI	Ministère de l'Industrie et de la Promotion des Investissements
DGPP	Direction Générale de la Prévision et des Politiques
ARDL	AutoRegressive Distributed Lag
ADF	Augmented Dickey-Fuller
VAR	Vectoriel Autorégressif
CUSUM	Cumulative Sum
CUSUMQ	Cumulative Sum of Squares
ECM	Error Correction Model
R^2	Coefficient de détermination
Prob	Probabilité
Std.Dev	Ecart-type
OLS	Ordinary Least Squares
USD	Dollar américain
TC	Taux de Change
INF	Inflation
TO	Taux d'ouverture commerciale

Listes des annexes

Annexe 1 : Statistiques descriptives des séries de l'étude 72
Annexe 2 : Matrice des corrélations 72
Annexe 3 : Estimation générale du modèle ARDL.....73
Annexe 4 : Te**st** de Bounds.....73
Annexe 5 : Estimation de la relation long terme.....74
Annexe 6 : Résultats relatifs a l'estimation du modèle ECM 74
Annexe 7 : Test autocorrélation des erreurs de Breuch-Godfrey.....75
Annexe 8 : Test d'hétéroscédasticité de Breuch-Pagan-Godfrey 75

RÉSUMÉ

Ce mémoire vise à évaluer empiriquement l'impact des IDE sur la croissance économique algérienne, en mettant en évidence les mécanismes de transmission, ainsi que le rôle des variables macroéconomiques. A cet effet, une approche quantitative a été adoptée, basée sur l'estimation d'un modèle économétrique de type ARDL, sur la base des données couvrant la période 1970-2024 permettent d'étudier la relation de court et de long terme entre les variables étudiées. Le modèle intègre en plus des IDE, des variables de contrôle telles que le taux de change, le taux d'inflation et l'ouverture commerciale.

Les résultats empiriques révèlent l'existence d'une relation significative entre les IDE et la croissance économique. Par ailleurs, l'inflation et le taux de change présentent un effet positif et significatif tandis que l'ouverture commerciale exerce un impact positif mais non significatif à long terme, et significatif à court terme. Ces résultats mettent en évidence l'importance des conditions macroéconomiques dans l'explication de la croissance économique en Algérie.

Mots clés : Investissements directs étrangers, Algérie, croissance économique, l'ouverture commerciale, inflation.

ABSTRACT

This dissertation aims to empirically assess the impact of FDI on economic growth in Algeria, highlighting the transmission mechanisms as well as the role of macroeconomic variables. To this end, a quantitative approach was adopted, based on the estimation of an ARDL (Auto Regressive Distributed Lag) econometric model, using data covering the period 1970–2024, in order to examine both short- and long-term relationships between the variables. In addition to FDI, the model incorporates control variables such as the exchange rate, inflation rate, and trade openness.

The empirical results reveal the existence of a significant relationship between FDI and economic growth. Furthermore, inflation and the exchange rate exhibit a positive and significant effect, while trade openness shows a positive but statistically insignificant impact in the long run and a significant effect in the short run. These findings highlight the importance of macroeconomic conditions in explaining economic growth in Algeria.

Keywords: Foreign Direct Investment, Algeria, economic growth, Trade Openness.

Chapitre 01
Introduction Générale

Aujourd'hui, l'un des sujets les plus débattus par les économistes est celui de la croissance économique, véritable moteur du progrès et révélateur de la vitalité des nations. Elle ne se limite pas à une simple augmentation du produit intérieur brut, mais incarne la capacité d'un pays à générer durablement de la richesse, à améliorer les conditions de vie de sa population et à renforcer sa compétitivité. Dans un environnement international marqué par la mobilité des capitaux, la compréhension des mécanismes qui sous-tendent la croissance devient essentielle. Dès lors, l'identification de ses déterminants, le rôle des Investissement Directs Etranger (IDE), s'impose comme un enjeu central de l'analyse économique contemporaine. Ils occupent actuellement une importante place à cause des effets bénéfiques qu'ils engendrent aux lieux d'implantation, puisqu'ils améliorent la performance économique des pays d'accueil, rétablissent son équilibre financier et augmentent sa compétitivité internationale.

L'investissement direct étranger (IDE) est au centre de la problématique de développement. Il occupe désormais une place de choix dans la plupart des pays du monde du fait de la convergence de deux préoccupations : celle des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements qui cherchent à attirer de plus en plus de capitaux. De même pour les multinationales qui utilisent les stratégies de l'IDE pour pénétrer les marchés étrangers. Bien que l'IDE ne soit pas une nouvelle stratégie, son utilisation s'était accrue depuis les années 1980. Les investissements directs étrangers permettent de créer des emplois, d´améliorer la productivité, d´opérer des transferts de compétences et de technologies, d´accroître les exportations et de contribuer au développement économique à long terme des pays en développement.

A ce titre, l'Algérie en tant que pays en développement cherche à tirer profit des IDE afin de diversifier son économie et renforcer son attractivité économique, malgré les défis auxquels elle fait face. Ainsi, quel que soit leur niveau de développement, les pays s'efforcent d'attirer les IDE pour soutenir leur croissance économique.

Dans ce contexte, ce travail vise à analyser le rôle des investissements directs étrangers dans la croissance économique, en analysant la relation entre ces deux variables, avec l'introduction de variables de contrôle telles que l'inflation, le taux de change et l'ouverture commerciale, tout en mettant particulièrement l'accent sur le cas de l'Algérie.

Motifs de choix

Le choix du thème trouve plusieurs motifs explicites. D'abord, une motivation intellectuelle : Nous avons choisi ce thème pour approfondir notamment notre compréhension des mécanismes économiques dans le rôle majeur qu'exercent les flux de capitaux internationaux dans la croissance des nations. Ensuite, notre intérêt pour l'actualité économique : Ce thème nous semble fondamental

dans un contexte de mondialisation et d'ouverture des économies durant lequel les IDE sont au cœur des stratégies de modernisation. Par ailleurs, animés par une curiosité scientifique : Nous souhaitons comprendre en quoi les investissements directs transforment les flux directs, modifiant la structure et la dynamique des économies ciblées, afin de proposer une analyse critique et structurée. Sur le plan professionnel : Ce choix fait sens par rapport à notre projet académique et professionnel dans la mesure où il permet d'ouvrir aux divers enjeux des politiques économiques contemporaines, appliquées et domestiques aux effets et enjeux des investissements directs internationaux. Enfin, une Dimension personnelle : Le choix de ce sujet s'inscrit dans une sensibilité é particulière è re vis - à - vis des questionnements de croissance et de développement durable au désir d'implication dans la réflexion sur les stratégies de développement économique et social des pays.

Problématique

Les investissements directs étrangers (IDE) sont souvent considérés comme un moteur essentiel pour stimuler la croissance économique des pays récepteurs, notamment en leur offrant des ressources financières, des technologies avancées et des compétences. Toutefois, leur impact réel varie selon les conditions locales et les politiques mises en place. Il devient donc crucial d'examiner dans quelle mesure les IDE peuvent effectivement contribuer à cette croissance, ainsi que les facteurs qui influencent leur efficacité. Tout ceci nous a poussés à formuler notre principale problématique comme suit :

« Dans quelle mesure les investissements directs étranger contribuent-ils à stimuler la croissance économique en Algérie ? »

Sous-questions

De cette problématique découle les questions suivantes :

Q1 : Est-ce que les IDE ont un impact sur la croissance économique ?

Q2 : Est-ce que l'ouverture commerciale influence la croissance économique ?

Q3 : Au-delà des investissements directs étrangers (IDE), quelles variables de contrôle sont susceptibles d'affecter la croissance économique ?

Hypothèses

H1 : Il existe une relation de long et de court terme significativement positif entre les IDE et la croissance économique.

H2 : Une augmentation du degré d'ouverture commerciale favorise la croissance économique.

H3 : Le taux de change et le taux d'inflation représentent des variables de contrôle pertinentes, susceptibles d'exercer une influence significative sur la croissance économique en Algérie.

Objectifs de travail

L'intérêt de cette étude est lié au nombre encore limité de recherches empiriques sur les Investissements Directs Étrangers (IDE) et leurs effets économiques au moment de l'analyse

simultané e qu'ils s'agit d'effectuer sur leur impact sur la croissance, le PIB et les conditions institutionnelles qui influencent leur efficacité. D' ailleurs , en accordant globalement plusieurs aspects de l' impact dans une analyse unique , notre étude devrait permettre de réinsérer certains résultats jugés inattendus . Au reste , cette recherche a pour mais de réfléchir à un rapport scientifique , dans la mesure où les éléments de données et d' analyse faisant l' état de l' efficacité de l' IDE dans des contextes économiques divers sont assez rares et où des recommandations pourraient aider à orienter les politiques publiques pour renforcer l' attractivité des IDE étrangers .

Méthodologie de la recherche

La méthodologie adoptée dans cette étude repose sur une approche mixte. Descriptive et analytique économétrique.

Le choix de la méthode découle de la nature même de notre sujet de recherche. Afin de répondre à la problématique principale ainsi qu'aux questions de recherche, notre démarche s'appuie dans un premier temps, sur une approche descriptive permettant de mettre en place un cadre conceptuel clair et mieux cerner les mécanismes théoriques lies aux investissements directs étranger (IDE) et à la croissance économique.

Parallèlement, une approche analytique et économétrique est retenue afin d'évaluer l'impact réel des IDE sur la croissance économique en Algérie. Cette démarche repose sur une analyse quantitative basée sur l'exploitation de données économiques nationales issues de sources officielles. Elle consiste en l'estimation d'un modèle économétrique adapte, permettant de fournir des résultats empiriques rigoureux et de répondre de manière précise a la problématique de recherche.

Plan de travail

Pour mener à bien notre travail, nous envisageons d'organiser notre travail autour de cinq chapitres. Le premier chapitre qui constitue une introduction générale présente le cadre global du sujet en mettant en évidence l'importance des investissements directs étrangers (IDE) dans l'économie ainsi que leur rôle dans la croissance économique notamment dans le cas de l'Algérie. Il expose également la problématique, les hypothèses de recherche ainsi la méthodologie adoptée.

Le deuxième chapitre est consacré à la revue de littérature. Il traite des principaux travaux théoriques et empiriques portant. Dans un premier temps, il introduit le concept des Investissements Directs Étrangers (IDE) en tant qu'élément clé de l'économie internationale et du développement des pays récepteurs. Il explore les définitions, caractéristiques et typologies des IDE, ainsi que leurs déterminants économiques, institutionnels et politiques. Les théories économiques expliquant les IDE, telles que la théorie néoclassique, la théorie de l'internalisation (Hymer, Dunning, paradigme OLI) et les théories du cycle de vie du produit et de l'investissement international. Dans un second temps, ce chapitre jette les bases conceptuelles nécessaires pour comprendre le rôle et les mécanismes des IDE dans le contexte mondial et national. Il se concentre sur la croissance économique, ses

définitions et mesures (PIB, PNB, PIB réel), ainsi que sur ses principales sources : travail, capital et progrès technique. Il examine les principaux modèles théoriques de croissance, incluant les modèles classiques, le modèle néoclassique de Solow et les modèles de croissance endogène (Romer, Lucas, Barro), tout en intégrant les IDE dans ces modèles.

Ce chapitre fournit un cadre théorique permettant d'analyser comment les IDE influencent la croissance économique et met en évidence les mécanismes de transmission ainsi que les facteurs conditionnant leur impact.

Le quatrième chapitre qui représente la partie pratique est basé sur une approche quantitative incluant la spécification du modèle économétrique et des variables (taux de croissance du PIB comme variable dépendante, flux d'IDE comme variable explicative principale, et variables de contrôle telles que l'inflation, l'ouverture commerciale et le taux de change). Les sources de données sont précisées (Ministère des Finances, Banque d'Algérie, FMI, Banque Mondiale, ONS) ainsi que la période d'étude (1970-2024). Les résultats de l'analyse, y compris les statistiques descriptives, les estimations économétriques et leur interprétation, sont exposés et discutés en comparaison avec d'autres études.

Enfin, le cinquième chapitre correspond à une conclusion générale qui synthétise les principaux résultats de l'étude, met en évidence les implications économiques et propose des recommandations, tout en soulignant les limites de la recherche et les perspectives futures de l'étude.

Etudes antérieures

Une étude empirique menée par Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) s'est intéressée à la relation entre les investissements directs étrangers (IDE) et la croissance économique dans un ensemble de pays en développement. Intitulée "How Does Foreign Direct Investment Affect Economic Growth ? ", cette recherche s'appuie sur des données de panel et une approche économétrique visant à analyser l'impact des IDE sur la performance économique. Les résultats montrent que les IDE exercent un effet positif sur la croissance économique, mais uniquement lorsque le pays d'accueil dispose d'un niveau suffisant de capital humain. Les auteurs concluent ainsi que l'efficacité des IDE dépend fortement de la capacite d'absorption de l'économie, notamment en termes de qualification de main-d'œuvre et de développement technologique. Dans une thèse de doctorat soutenue à l'Université de Tlemcen, Haid Zahia (2015) analyse également l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie durant la période (1990-2015) en utilisant une approche économétrique basée sur le modelé VECM. Les résultats confirment l'existence d'une relation de long terme entre les IDE et la croissance, mais soulignent que leur efficacité dépend fortement du climat d'investissement et du degré de diversification économique du pays.

Une étude réalisée par Chalal Samia et Benbayer Habib (2023) intitule " Étude de l'impact des IDE entrants sur la croissance de l'économie algérienne (1990–2021) ", issue de l'Université d'Oran 2, s'inscrit pleinement dans cette problématiquement s'appuyant sur un modèle ARDL et des données

couvrant la période 1990-2021, les auteurs montrent que la contribution des IDE a la croissance économique est très faible, voire négative à long terme, en raison de la concentration des investissements dans le secteur des hydrocarbures et des contraintes structurelles de l'économie algériennes .

A la différence de ces travaux antérieurs , souvent limites a des périodes relativement courtes ou à des approches méthodologiques spécifiques , cette étude apporte une contribution originale en analysant le cas de l'Algérie sur une longue période allant de 1970-2024.En mobilisant une approche économétrique basée sur le modèle ARDL, elle permet de mieux appréhender simultanément les relations de court et de long terme entre les investissements directs étrangers et la croissance économique, dans un contexte marqué par une forte dépendance aux hydrocarbures et des défis structurels persistants.

Chapitre 02

Revue de la littérature

Introduction du chapitre

Ce chapitre est consacré à l'analyse théorique des Investissements Directs Etranger (IDE) et de la croissance économique. Il vise à présenter les fondements conceptuels des IDE, leurs caractéristiques, leurs déterminants ainsi que leur cadre règlementaire en Algérie, avant d'exposer les principaux modèles explicatifs de la croissance économique. Dans un premier temps, l'accent est mis sur la définition des IDE selon différentes références internationales et nationales, notamment l'OCDE, le FMI ainsi que la législation algérienne. Une synthèse sa définition, ses e des différentes approches permettra de retenir une définition adaptée à l'objet du mémoire. Seront également présentées les dimensions fondamentales des IDE, leurs formes, leurs structures, leurs caractéristiques ainsi que les principales théories explicatives. Le cadre réglementaire et institutionnel des IDE en Algérie sera également analyse, en mettant en lumière des phases d'évolution de la politique d'investissement, les organismes de promotion ainsi que les mécanismes d'incitation. Dans un second temps, le cadre théorique de la croissance économique sera développé à travers sa définition, ses principaux indicateurs de mesure (PIB réel, PIB par habitant et taux de croissance) et les modèles théoriques majeurs permettant d'analyse la dynamique de la croissance. Enfin, une attention particulière sera accordée à l'analyse de la relation entre les IDE et la croissance économique.

2.1 Cadre conceptuel des Investissements Directs Etrangers

Le phénomène d'investissement direct étranger (IDE) occupe une place importante toujours grandissante au centre de la problématique de la croissance économique des pays en voie de développement. En effet, de nombreux organismes internationaux, responsables politiques et une large frange de la communauté économique considèrent l'IDE comme une sorte de « remède miracle » en raison des effets bénéfiques qu'ils engendrent au lieu d'implantation puisqu'ils améliorent la performance et la compétitivité économique de pays d'accueil grâce aux transferts technologique et aux compétences de gestion.

L'objet de cette partie est de mettre la lumière sur les IDE. En premier lieu, nous allons essayer d'aborder une présentation générale des IDE ainsi que leurs différentes théories explicatives. En seconde lieu, nous aborderons la réglementation, la promotion et l'évolution des IDE en Algérie. En fin, on traitera la politique d'attractivité des IDE en Algérie.

2.1.1 Définition des Investissements directs étrangers

A l'instar d'autres pays en voie de développement, l'investissement direct étranger est considéré en Algérie comme un moteur de développement à leur croissance économique de fait de la convergence de deux préoccupations : celle des entreprises cherchant à s'internationaliser et celle des gouvernements cherche à attirer de plus en plus des capitaux. L'investissements direct étranger (IDE) également appelé l'investissement direct international (IDI) par certains organismes comme L'OCDE est défini comme : « Un investissement par lequel un investisseur résident d'une économie acquiert un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie, impliquant l'existence d'une relation à long terme et l'exercice d'une influence significative sur la gestion de l'entreprise **».** L'OCDE précise généralement qu'un seuil de 10 % des droits de vote est retenu pour caractériser cette influence significative (development, 2008). Dans la même perspective, le Fond Monétaire International (FMI) propose une définition proche, inscrite dans son cadre méthodologique relatif à la balance des payements :« L'investissement direct correspond à une catégorie d'investissement transfrontalier associée à un résident d'une économie qui détient le contrôle ou exerce une influence significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'une autre économie ». Le FMI précise également qu'une participation d'au moins **10 %** des droits de vote constitue le seuil retenu pour établir l'existence d'une relation d'investissement direct. ((FMI), 2021). C'est dans ce cadre, la législation porte une vision différente sur les IDE en Algérie puisqu'elle fait une distinction entre l'investissement direct et l'investissement mixte :

- ✓ L'investissement est direct lorsqu'un investisseur étranger dans une entreprise en Algérie permet d'exercer une influence sur sa gestion.

- ✓ L'investissement est mixte quant à lui repose sur un partenariat entre un investisseur étranger et un partenaire national, dans le cadre d'une société de droit algérien avec un pourcentage de participation déterminé librement par les associées.

D'autres part la définition des IDE en Algérie conformément à la Loi n°16-09 relative à la promotion de l'investissement est « Les acquisitions d'actifs entrant dans le cadre de la création d'activités nouvelles, de l'extension des capacités de production, de la réhabilitation ou de la restructuration d'activités existantes ». La loi met en exergue que ces investissements ont vocation de création de valeur, de transfert de savoir-faire technologique et de contribution au développement économique national, notamment à travers le processus de diversification économique. (Populaire, 2016)

Au regard des différentes approches présentées, pour les besoins de notre étude ; l'investissement direct étranger est un investissement durable par un investisseur étranger exerçant une influence sur une entreprise locale, contribuant à la croissance, au transfert technologique et a l'implication économique.

2.1.2 Les dimensions fondamentales des IDE

L'ampleur croissante des investissements directs étrangers (IDE) s'inscrit dans un contexte international s'est accompagnée d'une transformation profonde de leurs modalités d'intervention. Sous l'effet des mutations technologiques, de la dérèglementation financière et de la libéralisation des économies, les IDE ne sont pas seulement intensifiés, ils se sont également diversifiés et complexifiés. Dès lors, une compréhension rigoureuse de ce phénomène suppose une analyse requiert d'une approche multidimensionnelle intégrant l'étude de leurs formes, de leurs caractéristiques fondamentales et de leurs structures organisationnelles.

2.1.3 Les formes des IDE

Les firmes multinationales peuvent se manifester sous différentes stratégies allant de : IDE de création (Greenfield) ; les fusions acquisitions ; les joint-ventures ; les sous-traitances ; les franchises.

- **IDE Greenfield**

« Un investissement Greenfield est la création, ex nihilo, d'une filiale à l'étranger, avec la mise en place de nouveaux moyens de production, le recrutement de nouveaux employés sur place et l'envoi, par la maison mère, de certains cadres et de techniciens ». (Milelli, 1995)

La création de filiale présente beaucoup d'avantages. Du cote de l'investisseur, il y a le contrôle total de l'opération d'internationalisation ainsi que les opérations de production et les conditions de fabrication et de distribution. Ce qui va permettre à la firme une maitrise technologique au sein de la filiale limitant tout éventuel transfert technologique non voulu.

En outre, un IDE Greenfield permet de choisir librement l'emplacement de la filiale dans le pays qui répond le mieux aux besoins de la firme et minimise les couts d'achat des terrains ou des bâtiments.

De cote de pays investi, la création de nouvelles implantations, signifie une formation de capital, un transfert technologique et la création d'emploi.

- **Les fusions acquisitions**

Ce terme se traduit principalement par la prise de contrôle d'une entreprise par l'acquisition d'au moins de 50% de son capital. L'économie mondiale et régionale assiste à une vague sans précèdent de restructuration sous formes des fusions-acquisitions. Ces opérations se résultent par l'interaction de plusieurs facteurs dynamiques tels que : L'accès à des actifs spécifiques (brevets, une base de clientèle, personnel qualifie...) ; la saisie des opportunités financières comme les prix de rachat qui sont juges trop attractifs. (Dunning J. , 1993)

- **Les joint-ventures**

La joint-venture ou, co-entreprise est une société ou le capital, les risques, les profits ainsi que la gestion sont partagés entre des allies qui restent indépendants en dehors de cette société.

La multinationalisation via les joint-ventures recouvre deux modalités :

- La première modalité :

  C'est le cas de « deux groupes de taille équivalente, qui mettent en commun une activité dans un pays étranger, le plus souvent pour atteindre le volume optimal, ce qu'ils n'auraient pu atteindre l'un sans l'autre compte tenu de la taille du marché local **».** (Lacoste&Bigues, 2010)

- La deuxième modalité :

  C'est le cas où « la filiale commune est constituée entre le groupe multinational qui s'implante et un partenaire local qui, en fait, ouvre le Capital de son entreprise à l'investisseur étranger. Il n'y a donc plus deux sociétés de taille équivalente qui en créent une troisième juridiquement distincte de chacune d'entre elles, mais une grande firme qui prend une participation dans une plus petite » ». (Bigues)

L'émergence des nouvelles formes d'investissement remonte à la période «1965-1975 » marquée par une importance vague de nationalisation dans les pays tiers monde qui a contraint plusieurs firmes du secteur primaire à partager la propriété et le pouvoir avec les pays d'accueil. A la suite de la récession mondiale « 1974-1975 », le recours à ces NFI s'est accentuée en raison des avantages stratégiques qu'elles offraient aux firmes multinationales.

- **La sous-traitance**

La sous-traitance consiste à une entreprise donneuse d'ordre de confier un une tierce société la fabrication des produits commercialises sous sa propre marque. La sous-traitance est limitée à certaines activités intensive en travail tandis que la société principale conserve les fonctions stratégiques telles que la conception ; la recherche et le développement. A l'échelle mondiale ; cette organisation permet aux groupes de repartir les risques de production entre les différents fournisseurs et les unités implantées dans plusieurs pays. (Michalet C.-A. , 2004)

- **La licence**

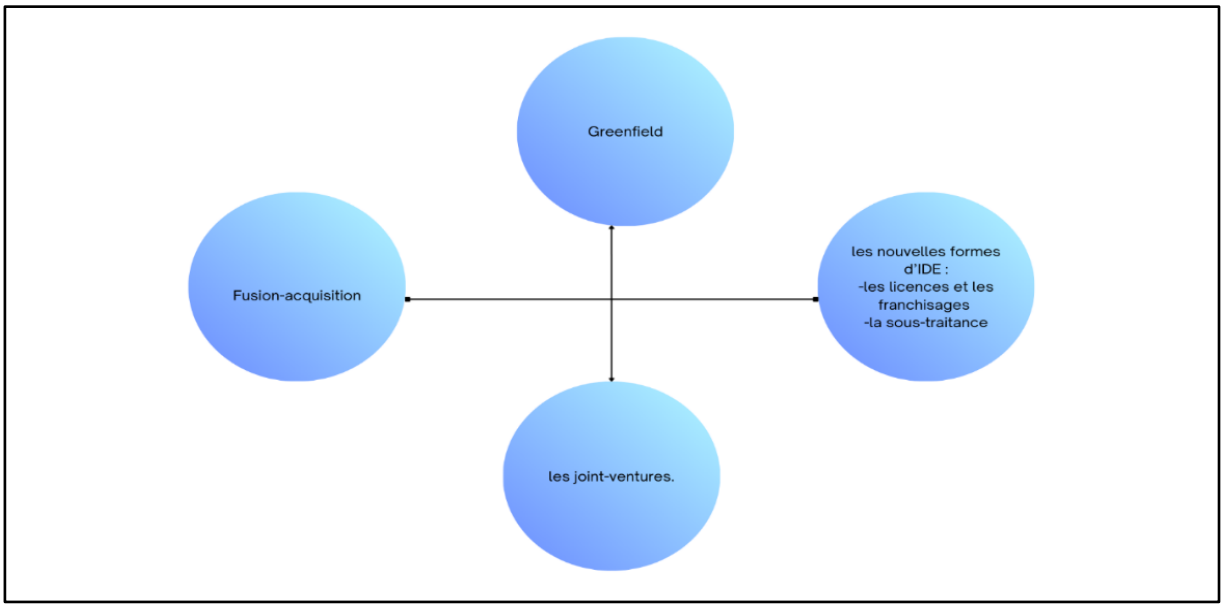
L'accord de licence consiste pour une entreprise à accorder à une firme étrangère le droit d'utiliser son savoir-faire, sa technologie, sa marque dans la fabrication d'un produit en contrepartie du versement des redevances (royalties) proportionnelles à la valeur de la propriété intellectuelle et aux profits anticipes par le bénéficiaire de la licence.

Ce type d'accord constitue une stratégie d'internationalisation efficace qui permet à l'entreprise détentrice des droits de présence sur des marchés protégés ou restreints, tout en limitant les risques et les investissements direct, et favorisant indirectement le transfert de technologie et le développement économique local.

- **La franchise**

L'accord de franchise constitue une forme spécifique de concession de licence, par le franchisé c'est-à-dire l'entreprise locale bénéficiaire acquiert le droit d'exploiter la propriété intellectuelle de franchiseur, incluant la marque, les techniques de commercialisation et le savoir-faire (know-how). Cet accord a pour objectif de permettre au franchisé de mener son activité selon un modèle strictement défini par le franchiseur. En contrepartie, le franchisé s'engage à respecter les normes et directives établies par le franchiseur et à lui verser une rémunération, soit sous forme forfaitaire, soit sous forme périodique. (Jean & Michel , 2008)

Figure 1 : les différentes des IDE.



Source : nos soins.

2.1.4 Les structures des IDE

Markusen (1995) introduit une typologie des IDE basée sur une logique qui sous-tend la décision de créer des filiales à l'étranger ; il dégage un classement de ces investissements en deux types : horizontaux et verticaux. ((Markusen)

Le premier type vise à répondre à la demande de pays d'accueil qui est orienté principalement vers le marché local (market-seeking) où toutes les filiales reproduisent le processus de production à l'identique de ce qui est fait par la maison mère dans le pays d'origine ce qui vise à faciliter l'accès à un marché étranger solvables aux perspectives de développement favorables et ça reviens à certains facteurs fondamentaux qui affectent la compétitivité des exportations (comme les obstacles tarifaires ou non tarifaires aux échanges ,les couts de transport ,etc.).

En revanche, le second type est tourné vers l'exportation (efficiency-seeking) et il repose sur la recherche d'efficacité productive. IDE verticale est une forme de délocalisation (au même titre que la sous-traitance par exemple) car il sert à fragmenter les différentes étapes de production, de conception et de commercialisation des produits finis et semi-finis en implantant dans des pays différents des filiales. Dans ce cas ; cette activité est un compliment de l'activité de la maison mère qui permet la réduction des barrières commerciale et douanières ainsi que les flux commerciaux.

Autrement les IDE verticaux correspondent à une stratégie de se rapprocher de ses fournisseurs ou de ses clients par une prise de participation dans leur capital afin de s'inscrire dans une logique de consolidation de pouvoir de marché.

- ✓ En amont ; cette forme d'investissement concerne une implantation dans des pays offrant des capacités de production en sous-traitance afin de répondre à la stratégie d'optimisation des couts de production et la sécurisation des approvisionnements.
- ✓ En aval ; la firme vise à renforcer sa présence sur les marchés locaux qui disposant un fort potentiel de consommation et susceptibles d'abriter des industries de transformation développées.

2.1.5 Les caractéristiques des IDE

Les définitions précédemment exposées ont pour finalité de circonscrire avec rigueur les opérations relevant des investissements directs étrangers (IDE) et de les différencier des investissements de portefeuille. Elles mettent en évidence que le caractère clé de distinction réside sur « la notion de contrôle et de gestion ». Les IDE sont souvent des entreprises qui produisent des biens et des services qui sont motivés principalement par la perspective des profits à long terme et s'assurer le contrôle et l'influence durablement. Dans ce cadre, les économistes et les organisations internationales, en

quantifiant la notion du contrôle, ont donné comme seuil minimal assurant le contrôle, l'acquisition de 10% du capital de l'entreprise Ou du projet objet de l'investissement. (Krugman&Obstfled, 2006)

En revanche l'investissement de portefeuille sont des placements purement financiers généralement à court terme réalisés par des courtiers, des institutions financières, des particuliers qui sont motivés par des spéculatives fondes sur les différentiels de taux d'intérêt et les anticipations en matière de taux de change avec une abstraction faite sur toute idée de contrôle de la firme.

La deuxième caractéristique des IDE se manifeste dans leur dimension financière stratégique notamment à travers du mécanisme de « la couverture de risque de change ». Lorsqu'une entreprise possède des investissements libellés en monnaie étrangère , elle s'expose aux fluctuations ,susceptibles d'altérer la valeur de ces actifs lors de son conversion en monnaie nationale .Pour atténuer cette exposition , les firmes doivent courir a une stratégie de couverture naturelle consistant à s'endetter dans la même devise que celle financé la filiale .Ainsi les engagements financiers évoluent dans le même sens que les actifs ce qui permet de récompenser les pertes potentielles liées à une variation défavorable de taux de change .

En outre, au-delà des considérations financières, la troisième caractéristique des IDE réside dans la prise en compte du « risque politique » notamment face aux éventuelles mesures de nationalisation ou d'expropriation dans le pays d'implantation. Afin de se prémunir contre ce type de situation, l'entreprise peut recourir à un financement local. Les actifs matériels de la filiale servent alors de garantie pour les créanciers nationaux ce qui limite l'exposition directe de la maison mère. En revanche ; les actifs immatériels ainsi que les capitaux humains demeurent difficilement expropriables, ce qui réduit le risque global supporter par la firme.

2.1.6 Les théories explicatives des IDE

L'investissement direct étranger a suscité un important effort de théorisation visant à en identifier les fondements théoriques et stratégiques. Les différentes approches inspirées des théories du commerce international, de l'investissement et du marketing proposent des explications partielles des motivations des firmes multinationales .il n'existe cependant pas de théorie complète des IDE.

Cette diversité des théories explicatives des investissements directs étrangers est la conséquence d'une variété des questions qui peuvent être présentés : « pourquoi une firme choisit-elle de s'investir à l'étranger ? Ou cette firme va-t-elle s'installer ? Sur qu'elle base la firme choisit son pays d'accueil ? Quels sont les facteurs déterminants pour stimuler l'attractivité des investissements directs étrangers ? **»** . (Sarah, 2014)

Plusieurs théories ont traité les investissements directs étrangers. Les plus récentes sont celle de Dunning (1993*)* et de Caves (1996). Par ailleurs, on peut remarquer que les théories les plus importantes sont basées sur l'économie industrielle. (Bouzar)

Pour notre étude nous allons mettre le point sur :

- **Les théories traditionnelles du commerce international et de l'investissement « la théorie de l'avantage comparatif »**

L'approche industrielle des IDE trouve ses fondements dans les travaux de David Ricardo, qui ont été enrichi par le modèle de Eli Heckscher et Bertil Ohlin, qui attribue l'origine des IDE aux différences de dotations factorielles entre pays. Selon cette approche, les pays disposant de ressources naturelles et de main d'œuvre abondantes favorisent à la fois la spécialisation productive et l'attraction des investissements direct étrangers. A cet égard Stephen Hymer (1960) introduit une rupture majeure en affirmant que les IDE s'expliquent par l'exploitation d'avantages spécifiques (technologique, managérial...) dans un contexte d'imperfection des marchés (asymétrie d'information, économie d'échelle, barrières à l'entrée). Dans le prolongement de cette analyse Charles P. Kindleberger (1969) affirme que l'IDE n'aurait pas de raison d'exister en situation de marchés parfaitement concurrentiels, tandis que Richard E. Caves (1996) développe l'approche oligopolistique selon laquelle l'internationalisation résulte des imperfections sur le marché des biens et des facteurs. Dans cette perspective, l'IDE constitue un instrument stratégique au sein d'une structure de marché oligopolistique, où les firmes adoptent des comportements défensifs afin de préserver leur position concurrentielle à l'échelle internationale.

- **La théorie de cycle de vie de produit**

L'approche de cycle de vie d'un produit a été développé par l'économiste Raymond Vernon (1966, 1979), fournit une interprétation dynamique entre le commerce international et l'investissement direct étranger (IDE). Selon Vernon un produit ou une industrie traverse quatre phases principales : lancement, croissance, maturité et déclin. (Venon, 1966)

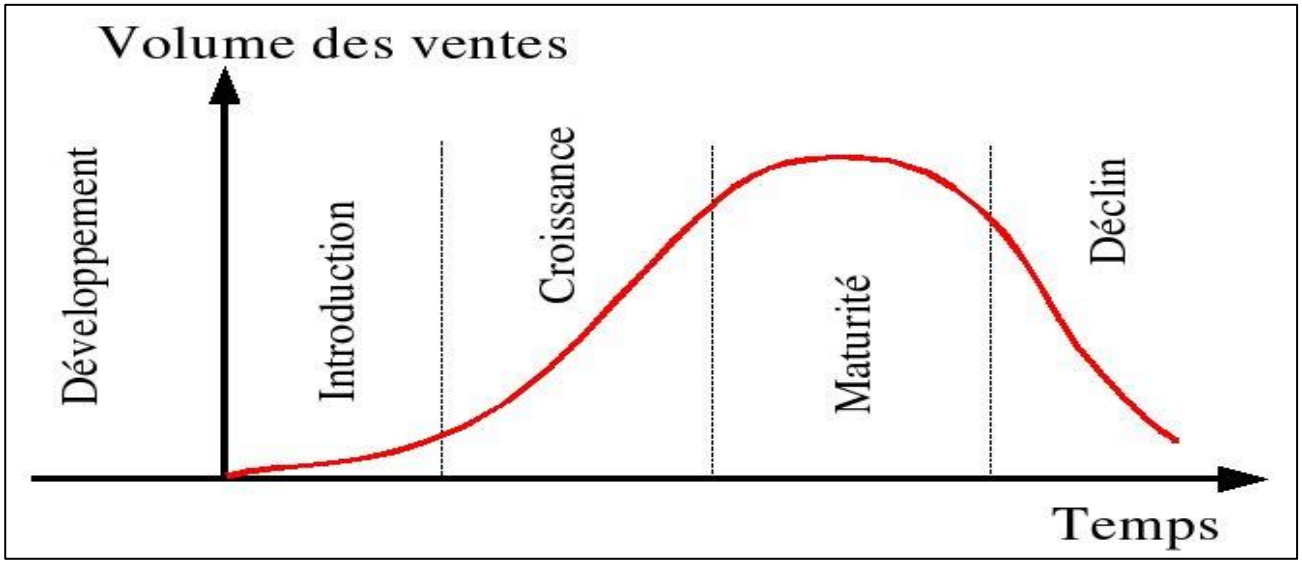
Durant les phases lancement et croissance ; le produit est conçu dans le pays innovateur avec des technologies sophistiquées issus de la recherche et de développement. Les ventes initiales restent limitées en raison de la demande relativement inélastique et des prix élevés, conséquence des avantages monopolistiques spécifiques détenus par la firme innovatrice.

A mesure que le marché se développe, le produit commence à être exporté aux pays étrangers présentant des caractéristiques similaires, amorçant la phase de maturité. Pour maintenir ses parts de marche et ses marges, l'entreprise délocalise sa production a des pays à faibles coûts, établissant ses propres réseaux des sous-traitants et des fournisseurs conformément aux analyses de Jean-Louis

Mucchielli (1998), qui souligne que cette stratégie remplace l'avantage technologique absolu par des avantages relatifs de coûts et de différenciation**.** (Mucchielli, 1998)

Enfin dans la phase de déclin, le produit se standardise parfaitement ; cette dynamique illustre le transfert technologique l'internationalisation stratégique vers les pays industrialisés et cesser dans le pays innovateur. L'approche de Vernon constitue un prolongement de la théorie ricardienne de l'avantage comparatif**,** en expliquant la spécialisation internationale selon les différences de dotation technologique**,** entre pays innovateurs leaders**,** pays imitateurs précoces et pays imitateurs tardifs**.**

Figure 2: La courbe de cycle de vie de produit



Source: ***WWW. Wikipedia.***

Org. /https://fr.wikipedia.org/wiki/Cycle_de_vie_(commerce)#/media/File:Cycledevie.jpg

- **La théorie de l'internalisation des coûts de transaction**

Dans les années soixante-dix, la théorie d'internalisation a été formalisé par quelque économiste en particulier, Peter Buckley et Mark Casson (1976) afin d'expliquer l'émergence des firmes multinationales, en s'appuyant sur la théorie des couts de transaction développé notamment par Williamson. O (1994) en recherchant les différents facteurs à l'origine de ces coûts. En effet, il a considéré la firme comme une structure de gouvernement de l'entreprise ; ce qu'il appelait « l'économie des couts de transaction ». (Oliver, 1994) . Selon cette approche, la firme multinationale se définit par sa capacité à internationaliser plutôt que de recourir au marché que ce soit par l'exportation, la licence , la sous-traitance , la franchise …Cette théorie affirme que le recours au marché engendre des couts de transaction incluant des recherches liées à la recherche d'information ,à la rédaction et la négociation des contrats , à la surveillance partenaires ainsi qu'au risque de perte de contrôle sur les actifs stratégiques notamment technologiques .En revanche , l'internalisation implique des couts d'organisation interne tels les couts d'apprentissage , la coordination et la gestion

des ressources .La firme crée un marché interne substituant des unités contrôlées a des partenaires indépendants via la prise de participation au capital ou la création ex nihilo de nouvelles unités de production ou de commercialisation. Cette stratégie peut être adopter lorsque les couts d'organisation interne sont inférieurs aux couts de transaction.

Dans la même logique, Rugman.A (1981) affirmait que « à chaque fois que le marché fait défaut ou quand les coûts de transactions du marché normal sont excessifs, alors l'internationalisation trouve sa justification… » (R.Mekki, 2005)

Dans une contribution ultérieure, Paul Krugman s'est intéressé lui aussi à cette théorie, et pour lui, celle-ci essaie de répondre à la question suivante : « pourquoi une firme choisit-elle de produire elle-même plutôt que de faire la production par une firme étrangère » (Paul&Maurice)**.** Dans ce cadre il avance deux arguments :

- Le contrôle des transferts technologiques :la cession d'une technologie a une firme étrangère expose un risque d'imitation et des problèmes de protection des droits de propriété d'où ce fait l'implantation d'une filiale permet de préserver le contrôle des actifs technologiques stratégiques.
- La complexité des relations de sous-traitance :la fragmentation de la production entre les entreprises indépendantes peut générer des conflits liés au pouvoir de marché et a l'asymétrie d'information. L'internalisation réduit ses risques et améliore la coordination des activités

➢ **La théorie éclectique ou le paradigme « O.L.I »**

La théorie éclectique de l'investissement Direct Etranger (IDE) développé par John H. Dunning, constitue l'un des cadres analytiques les plus complets sur la stratégie d'internalisation des firmes multinationales partant de concept du marché imparfait développé par plusieurs théoriciens (Hymer, Kindleberger et Coase). Connue sous le nom de paradigme OLI (Ownership, Location, Internalization). La firme procède donc à l'investissement dans le pays d'accueil lorsqu'elle aura réuni simultanément ces trois types d'avantages (OLI).

Premièrement, l'avantage de propriété (O : Ownership) : renvoient au actifs spécifiques détenus par la firme tels que : la technologie, les brevets, le savoir-faire organisationnel ou les économies d'échelles. Ces atouts permettent à l'entreprise de compenser les désavantages lie à son statut d'acteur étranger sur le marché d'accueil.

Deuxièmement, les avantages de localisation (L : location) : correspondent aux caractéristiques attractives du pays d'accueil, notamment la disponibilité des ressources naturelles, le cout de la main-d'œuvre, les incitations fiscales, la stabilité institutionnelle. Ces facteurs déterminent le choix d'implantation.

Troisièmement, les avantages d'internalisation (I : internalization) : justifient la décision de la firme d'exploiter elle-même ses actifs plutôt que de recourir au marché (licence, franchise, sous-traitance).

L'internalisation permet de réduire les couts de transaction, de limiter les comportements opportunistes et de préserver le contrôle stratégique.

2.1.7 Cadre réglementaire et institutionnel des IDE en Algérie

L'attractivité des IDE est l'un des objectifs principaux que l'état algérien a mis en cœur de sa stratégie de développement juste après l'indépendance. À partir du début des années 2000, les flux d'IDE ont connu une progression notable, soutenus par des mesures de facilitation et par l'amélioration progressive du climat des affaires. Ainsi, l'analyse conjointe du cadre règlementaire et institutionnel, et de l'évolution des IDE en Algérie, permet ainsi d'instaurer certains règlements d'investissement qui favorisent l'attraction des firmes étrangères.

L'Algérie, présente un ensemble d'atouts déterminants dans la stratégie d'implantation des firmes étrangères, notamment la taille et le potentiel de son marché, la qualité de ses infrastructures ainsi que l'évolution de son cadre institutionnel, autant d'éléments qui influencent les décisions d'investissement.

2.1.8 L'évolution des IDE en Algérie

L'Algérie a connu plusieurs phases marquantes dans l'évolution de sa politique d'investissement. Bien que la présence des investissements directs étrangers (IDE) remonte aux années 1970, mais leur dynamique s'est affirmée véritablement à partir du début des années 1990 portée sur ses ressources naturelles, son potentiel humain et son tissu industriel dans un contexte de réformes structurelles et de rééchelonnement de la dette extérieure en 1994.

- **Bref aperçu sur l'évolution des investissements directs étrangers en Algérie avant les réformes structurelles (1970-1980)**

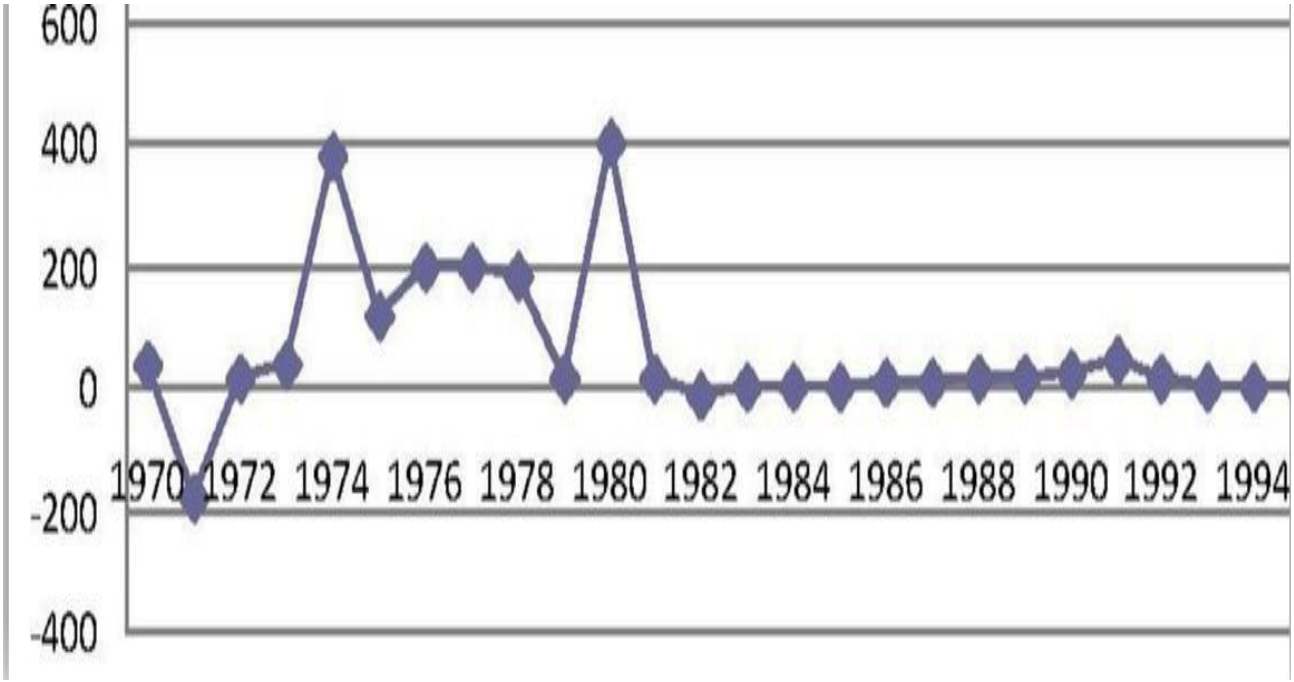
  La première décennie de 1970 jusqu'à 1980 est connue par la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel favorable à l'implantation des firmes étrangères. Cette période a connu une croissance importante des flux des IDE, atteignant 400 millions de dollars concentrés entièrement sur le secteur hydrocarbure. Contrairement, aux autres domaines ont été caractérisé par le contrôle de l'état à partir des programmes de planification centralisés. Néanmoins, les chocs et contre-chocs pétroliers des années1970 et1980 ont renforcé l'attractivité de ce secteur.

- **Bref aperçu sur l'évolution des investissements directs étrangers en Algérie avant les réformes structurelles (1980-1994)**

  Les flux d'IDE en Algérie ont connu une stagnation qui a duré plus d'une dizaine d'années reliée avec la dégradation du cadre macroéconomique du pays. L'Etat algérien a remis en cause un plan de valorisation des hydrocarbures (VALYD) entrainant un quasi-arrêt des investissements

étrangers jusqu'à la fin de 1994. Le choc pétrolier s'est accompagné d'une crise économique profonde, un taux de croissance négatif, une inflation élevée plus de 16% entre 1990-1994, chômage, contraction de l'activité économique, etc.. (Examen de la politique de l'investissement , 2004)

Figure 3: Les flux d'IDE entrants en Algérie de 1970 jusqu'à 2002 (en millions de dollar)



Source : CNUCED, « Examen de la politique de l'investissement en Algérie », Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, New York et Genève, 2004, p.6. (CNUCED, 2004)

- **Bref aperçu sur l'évolution des investissements directs étrangers en Algérie (1995-2014)**

Après une période de quasi-absence d'IDE, et grâce aux réformes macroéconomiques viables du pays. Cette période a marqué une reprise des flux d'investissements dans nombreux secteurs tels que : télécommunication, pharmacie, agroalimentaire et chimie avec une amélioration de l'image de l'Algérie auprès de secteur privé international. En 2011, l'Algérie est parmi les cinq premiers pays d'Afrique en termes de la réception des IDE mais l'introduction de la règle 49/51 a limité la participation de l'investisseur étranger et a enregistré une baisse des IDE avec 15%.

Tableau 1 : Evolution des stocks d'IDE dans les pays d'Afrique de Nord (106USD)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Egypte	38925	50503	59998	66709	73095	72612
Maroc	29939	38613	39388	40719	42023	46300
Tunisie	21832	26193	28700	31458	31367	31414
Algérie	10190	11852	14446	17206	19498	21781
Libye	4034	8723	12834	15508	19342	16334
Total	104902	135885	155365	171601	185324	188441

Source : (CNUCED, 2011)

En outre, le tableau ci-dessus montre que malgré les potentiels importants que l'Algérie possède mais toujours il reste les IDE de notre pays sont relativement faible par rapport aux autres pays de l'Afrique de nord. A titre d'exemple les IDE entrants en Egypte sont plus le double de ce qui a reçu l'Algérie. L'Égypte totalise 38.5% des IDE en 2011, suivi du Maroc 24.6%. La Tunisie se situe dans la troisième place avec 16.7%. L'Algérie occupe la quatrième position avec 11.6% et la Libye avec 8.7% pour la zone de l'Afrique du nord. (Messar)

- **Bref aperçu sur l'évolution des investissements directs étrangers en Algérie (2015-2024)**

En 2015, les IDE en Algérie ont enregistré un désinvestissement pour la première fois depuis 32 ans, s'établissant à (-587) millions de dollars. Cette diminution des flux d'IDE s'explique par la prise de participation majoritaire de l'Etat algérien des actions de Djeezy détenues par VimpelCom en janvier 2015 pour un montant de 2.6 milliards de dollars. (HADID Hakim, MOUALEK Meziane, « les investissements directs étrangers en Algérie de 2000 à 2013 » en faculté des sciences économiques, commerciales et de sciences gestion à l'université mouloud Mammeri de tizi Ouzou). (HADDID&MOUALEK, les investissements directs érangers en Algérie de 2000-2013)

D'après les données de CNUCED2021, les IDE entrants ont diminué de 19% pour atteindre 1.1 milliard de dollars en 2020 après le recul marqué par la pandémie covid-19, avant de connaitre une forte chute en 2022 pour atteindre environ 0.26 milliard de dollars reflétant l'impact persistant des incertitudes économique mondiales. Le rebond marque des IDE en Algérie et leur progression continue en 2024 reflète d'un regain de dynamisme des flux d'investissements étrangers dans la période récente.

2.1.9 Le cadre réglementaire et la promotion des IDE en Algérie

A la suite de la crise économique de 1986, l'Algérie a engagé dès le début des années 1990 de profondes réformes structurelles ainsi que des dispositifs fiscaux et juridiques traduisant l'adoption d'un nouveau cadre règlementaire qui permet de sécuriser les capitaux et encourager l'initiative privée. Soucieuse, de promouvoir l'investissement, les autorités algériennes ont promulgué une

nouvelle législation sur la privatisation des entreprises publiques en 1995 et de nouveaux codes à savoir le code n°93-12 du 05/10/1993, tout en instaurant un guichet unique de l'APSI (L'Agence de Promotion, de Soutien et de Suivi de Investissements). Amendé par l'ordonnance du 01-03 du 20/08/2001qui a permis d'élargir le champ d'intervention de l'investisseur national privé et étranger à certains secteurs tels que la création d'institution financière ou compagnie d'assurance. En outre, l'ordonnance no 09-10 du 22/07/2009 qui était publiée dans le journal officiel du 26/27/2009 qui indique l'ensemble des mesures relatives à l'IDE réalisés dans le cadre d'un partenariat dans l'actionnaire national résident représente au moins 51% du capital social. Par ailleurs, une politique de promotion d'investissement est entreprise qui est traduite par une publication dans le journal officiel n°16 des textes d'application de la loi n°16-09 du 3 août 2016 relative à la promotion d'investissement qui ont pour objectif de réorganiser l'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI), de fixer les seuils d'éligibilités et de suivi des différents types d'investissements.

Le nouveau code d'investissement 2022, consacré par la loi n° 22-18, marque une réforme majeure du cadre réglementaire algérien en matière de promotion des IDE .il consacre le principe d'égalité de traitement entre l'investisseur étranger et national ainsi que les régimes d'incitations ciblés selon la nature et la localisation des projets.

2.1.9.1 Les organismes chargés de la promotion des IDE en Algérie (CNI/ANDI/MIPI/GU)

Au-delà des garanties juridiques et institutionnels accordés aux investissements. Dans cette optique, l'Algérie a mis en place plusieurs organismes charges de la promotion, que ce soit au niveau de ministères ou des administrations relevant de ces ministères.

- ✓ **Le conseil national de l'investissements (CNI)**

Est un organisme placé sous autorité de chef de gouvernement auprès de ministre, chargé de la promotion et l'étude des questions liées à la stratégie d'investissement et la politique de soutien et d'encouragement de l'investisseur. (KPMG, 2011)

- ✓ **L'agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)**

Est un établissement public d'une personnalité juridique et autonomie financière. Elle est placée sous la tutelle du ministre de la promotion de l'investissement qui a pour mission principale la promotion, la facilitation et le suivi des IDE en Algérie avec un accompagnement tout au long de projet.

- ✓ **Le ministère de l'industrie et de la promotion des investissements (MIPI)**

Au titre de la promotion et de la mobilisation de l'investissement, le MIPI est chargé de l'attribution et la réélaboration d'une politique nationale de l'investissement et de veiller à son application à travers la direction générale de l'investissement (DGI). (HADID Hakim, MOUALEK Meziane, « les investissements directs étrangers en Algérie de 2000 à 2013 » en faculté des sciences économiques,

commerciales et de sciences gestion à l'université mouloud Mammeri de tizi Ouzou). (HADDID&MOUALEK, les investissements directs étrangers en Algérie de 2000 à 2013)

- ✓ **Le guichet unique**

Le guichet unique est une institution décentralisée puisqu'elle est créée au niveau de la wilaya (CNUCED, 2005). Il regroupe le représentant local de l'ANDI, les impôts, les douanes, l'urbanisme. Il assure l'accompagnement, l'établissement et l'attestation de la déclaration d'investissement ainsi que la décision d'octroi des avantages au sein des19 guichets uniques décentralisés répartis sur le territoire national.

2.1.10 Déterminants et motivations des IDE

La mondialisation a redessiné l'économie mondiale, estompant progressivement les frontières nationales et laissant le marché réguler les relations économiques entre les nations. Ce contexte d'ouverture se traduit par une extension géographique des échanges et crée ainsi un environnement propice aux investissements directs étrangers. C'est aussi à partir de cela, que s'est développés une importance littérature sur les déterminants d'ordre économique et d'ordre institutionnel ainsi que les facteurs qui motivent les entreprises à investir à l'étranger.

Aujourd'hui la donne a changé du fait que la plupart des pays se sont orienté vers l'attraction et la promotion des IDE, en devenant ainsi un enjeu majeur dans la concurrence des pays. Cette approche permet de comprendre non seulement pourquoi les IDE se dirigent vers certains pays, mais aussi comment les caractéristiques économiques, institutionnelles et structurelles des territoires influencent les décisions d'implantation des investisseurs.

2.1.10.1 Les déterminants des investissements directs étrangers

Les flux d'investissements étrangers en Algérie constituent un levier important de l'attractivité et de l'économie. Leur localisation s'inscrit dans une analyse combinant des facteurs économiques tels que le climat d'investissement, l'offre et la demande et des déterminants institutionnels liés à la qualité de cadre règlementaire et de la gouvernance.

- ➢ **Les déterminants d'ordre économique**

Les déterminants majeurs des implantations des IDE relèvent principalement des considérations économiques, lesquelles se déploient pleinement lorsqu'un environnement favorable à l'investissement est instauré.

A ce titre on distingue on premier lieu les déterminants liés au climat d'investissement qui est introduit sur la base d'une évaluation de la stabilité des variables macroéconomique : la croissance, le taux de chômage, l'investissement national et le taux d'inflation.

La banque mondiale (2004) définie ce climat d'investissement « comme l'ensemble des facteurs propres à la localisation de l'entreprise, qui influent sur les opportunités de marché ou le désir des

entreprises d'investir à des fins productives, de créer des emplois et développer leurs activités. » (Narithe, 2011)

La croissance est un facteur d'attractivité cruciale qui est mesuré par le taux d'évolution du PIB de pays hôte. Selon la CNUCED (1997), « l'investisseur s'intéresse davantage au potentiel d'une économie qu'à son état présent. Ainsi, Un taux de croissance faible montre le manque de dynamisme de la demande et de la taille du marché du pays hôte, d'où une faible profitabilité de l'investissement. Par contre, un développement rapide de l'économie du pays hôte représente une opportunité d'expansion supplémentaire pour l'investisseur, une fois installé ».

Un autre facteur qui explique l'importance de la stabilité macroéconomique notamment la stabilité des taux de change. Le taux de change renseigne sur la stagnation des activités au niveau des pays et sur le niveau peu élevé des salaires. Il existe également une autre dimension liée au climat d'affaire qui concerne le taux d'inflation qui renseigne sur la compétitivité des coûts et sur les risques liés aux fluctuations monétaires dans le pays hôte. Cet indicateur est mesuré par l'indice de prix à la consommation. Cependant un autre facteur qui a un impact décisif sur l'implantation des FMN c'est l'investissement national Un niveau important de l'investissement national se traduit par une forte profitabilité, et par conséquent incite les investisseurs étranger potentiel à s'y implanter ». (Boualam, 2010). Ensuite, les déterminants en termes de demande : la demande, reflet de dynamisme économique constitue un facteur clé des IDE. La taille de marché, mesurée par le revenu par habitant et le PIB, sont des paramètres importants pour la demande car un revenu par habitant élevé contribue à une forte demande potentielle. Des études de GAELLE (2009), Singh et Jun, KRAVIS et LIPSEY (1980) et Anyanwu (2011) confirment que l'expansion de marché favorise l'implantation des multinationales. Enfin, les déterminants en termes de l'offre : En Algérie, les déterminants de l'offre influençant les IDE reposent principalement sur les ressources disponibles et les capacités productives des pays. L'abondance des ressources naturelles notamment pétrolières ou gazières, constitue un facteur majeur d'attractivité pour les multinationales comme l'illustre Sonatrach. La main d'œuvre qualifiée comprenant des cadres formés aux technologies modernes. Par ailleurs, le développement des infrastructures, telles que les télécommunications, les réseaux routiers et l'accès à l'électricité et à l'eau, soutient l'implantation des FMN en améliorant la productivité et la logistique. En fin, un système de communication efficace, garantissant la connectivité avec les maisons mères et partenaires internationaux.

- **Les déterminants d'ordre institutionnels**

En Algérie, l'attractivité des investissements directs étrangers dépend fortement de la qualité de l'environnement institutionnel. La stabilité politique et sociale constitue un facteur majeur rassurant les investisseurs sur la prévisibilité des décisions gouvernementales et la sécurité de leurs projets. Cette stabilité se complète par un cadre juridique fiable, garantissant l'application impartiale des lois

et la protection des droits de propriétés, ainsi qu'une transparence administrative qui réduit les couts et l'incertitude liés aux démarches bureaucratiques. L'ouverture commerciale te les incitations fiscales, renforcent cet environnement favorable, en facilitant l'accès au marché et en signalant la volonté du pays d'attirer des capitaux étrangers.

Dans le tableau suivant nous présenterons le degré d'influence des variables proposées par l'auteur.

Tableau 2: Degré d'influence des déterminants des IDE

Variable	**Influence**
Taille du marché d'accueil	L'impact direct de la taille du marché sur l'IDE est susceptible d'être positif.
Les effets d'agglomération (infrastructures d'accueil, stock d'IDE existants)	Impact positif
Coûts des facteurs	L'impact direct des bas coûts des facteurs de production est positif.
Incitations fiscales	L'impact direct des incitations fiscales sur les IDE devrait être positif.
Climat d'investissement	Une situation d'instabilité politique ou d'instabilité économique rend les pays d'accueils peu attractifs pour tout type d'IDE
Ouverture/barrières commerciales	L'impact direct de l'ouverture sur l'IDE est incertain

Source: E.G. Lim, Determinants of, and the relation between, foreign direct investment and growth: the summary of the recent literature, IMF Working Paper, WP/01/75, November 2001, PP1-27. (Lim, 2001)

2.1.10.2 L'attractivité des IDE en Algérie

A l'instar des pays en voie de développement, l'Algérie s'est engagée dès son indépendance, dans une démarche visant à attirer les IDE afin de soutenir son développement économique et social. Malgré son intégration progressive a la mondialisation, les flux d'IDE demeurent relativement limités. Dans ce contexte d'ouverture internationale et de réformes économiques, il convient de mettre en lumière la notion de politique d'attractivité, qui constitue un levier central pour capter et orienter les IDE.

On peut définir l'attractivité des IDE comme l'ensemble des politiques économiques, fiscales, douanière, et institutionnelles que les autorités ont élaboré afin de rendre le territoire national attractif

aux yeux des investisseurs. Ces politiques tiennent cependant des conventions internationales entre les Etats et respectent les principales causes commerciales internationales en vigueur dans le monde. Parmi les facteurs militent en faveur de l'attrait des capitaux étrangers : la disposition de la richesse naturelle comme le pétrole et le gaz. Par ailleurs, l'Algérie bénéficie d'une position géographique et stratégique très importante car elle se trouve au nord de l'Afrique, et au cœur de Maghreb à proximité des marchés potentiels de l'union européen. Cette remarquable position devrait en effet favoriser les IDE et de tirer davantage de l'accord de partenariat avec l'UO. En plus, depuis les années 1990, l'Algérie a engagé un processus de libéralisation économique et de réformes structurelles visant la transition vers l'économie de marché. Le programme d'ajustement structurel, les opérations de privatisation ainsi que l'ouverture du capital des entreprises publiques ont marqué une dynamique par **l'**ordonnance de 2001 relative au développement de l'investissement et la création de l'Agence Nationale de Développement de l'Investissement. Ensuite, L'Algérie abrite près de 40,4 millions d'habitants, et plus de 63% de la population sont à l'âge de formation et d'activité ce qui tire davantage de l'abondance des ressources humaines et couts salariaux moins chers.

Bien que l'Algérie ne soit pas dépourvue d'atouts, elle souffre de ses faiblesses dont des secteurs ou elle demeure largement dépendante au niveau de sa croissance, des difficultés en termes de réseau de transport quel que soit maritime, routier et ferroviaire. En plus un secteur de communication moins développé ce qui génère des difficultés d'accès au foncier industriel. Le majeur obstacle qui freint les flux d'IDE en Algérie est bien évidement l'existence du marché informel comme exemple les importations frauduleuses ainsi que la corruption et le manque de transparence dans des affaires. L'Algérie souffre d'un déficit image et de communication à l'étranger, en particulier le poids général de climat des affaires qui sont perçus un peu favorable à la création de richesse et donc à l'attraction des IDE.

Pour mieux appréhender le potentiel d'investissement en Algérie, il est essentiel d'examiner les facteurs internes et externes qui influencent l'attractivité des pays. Le tableau ci-dessous tiré des travaux (GUERID Omar) en 2008, synthétise ces différents éléments, offrant ainsi un cadre clair pour évaluer les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces du pays en matière d'attraction des investissements directs étrangers.

Tableau 3: suivant résume les forces, faiblesses, opportunités et menaces du potentiel d'investissement en Algérie.

Forces	**Faiblesses**
Rétablissement des équilibres macroéconomiques	Retard dans les infrastructures
Faible coût de l'énergie	Difficulté d'accès au financement pour les PME/PMI
Taille potentielle du marché (30 millions de consommateurs)	Secteur informel important
Force de travail jeune et maîtrisant plusieurs langues	Lenteurs judiciaires
Proximité géographique de marchés potentiels : Europe et Afrique	Difficulté d'accès au foncier industriel
Progressive intégration économique régionale (UMA/UE) et mondiale (OMC)	Fort déficit d'image et de communication
Disponibilité de ressources naturelles et politiques proactives de mise en valeur de ces dernières	Manque d'information qualitative sur les IED par secteur d'activité et par origine
Ressources humaines abondantes et flexibilité du marché du travail	Manque d'expertise en terme d'IED et de ciblages des secteurs
Opportunité	**Menaces**
Hydrocarbures et énergie	Lenteur des déréglementations
Infrastructures des NTIC (IPS, E- Banking, Satellite, Wireless...)	Lenteur bureaucratique de l'administration publique
Mines	Retard dans la mise à niveau des fonctionnaires de l'administration publique
Agroalimentaire Privatisation d'Algérie Télécom en 2003 Troisième licence GSM	Faible taux de pénétration des NTIC qui limite le développement du secteur dans son ensemble
Électronique Parc technologique de Sidi-Abdallah Pêche	Mise à niveau des politiques nationales et vis-à-vis des obligations internationales de l'Algérie
Future adhésion à l'OMC	Manque de coordination entre les politiques Nationals

Source : GUERID Omar, « L'investissement direct étranger en Algérie : Impacts, opportunités et entraves », Faculté des sciences économiques et de gestion, Université de Biskra, N°3-juin 2008, p 45 - 46. (GUERID, 2008)

L'analyse présentée dans ce tableau met en évidence la situation contrastée du potentiel d'investissement en Algérie. Il illustre que malgré un environnement porteur grâce aux ressources naturelles et humaines, la taille et la flexibilité du marché de travail ainsi que le rétablissement des équilibres macroéconomiques, le pays doit relever des défis organisationnels et institutionnels importants. L'analyse met en évidence que l'attractivité pour les IDE dépend autant de la capacité à

valoriser les opportunités sectorielles et technologiques qu'à améliorer la gouvernance, la coordination des politiques et l'efficacité des infrastructures. Ainsi, la compétitivité de l'Algérie sur la scène internationale repose sur un équilibre entre exploitation des forces existantes et atténuation des menaces et faiblesses structurelles.

2.2 Cadre théorique de la croissance économique

La croissance économique constitue l'un des principaux objectifs des politiques économiques modernes. Elle représente un facteur essentiel du développement des nations, dans la mesure où elle permet d'amélioration du niveau de vie, la création d'emplois et le renforcement des capacités productives d'un pays.

L'analyse théorique de la croissance économique a donné lieu à de nombreux travaux, allant des approches classiques aux modèles contemporains de croissance endogène. Ces différentes théories cherchent à expliquer les mécanismes qui déterminent l'augmentation durable de la production, ainsi que le rôle des facteurs tels que le capital, le travail, le progrès technique et le capital humain.

L'objectif est de fournir une base conceptuelle solide qui permettra de comprendre les interactions entre investissements, capital productif et croissance, et de servir de référence pour analyser l'impact des investissements directs étrangers sur la dynamique économique.

2.2.1 Définition de la croissance économique

Plusieurs notions courantes sont liées, directement ou indirectement, a l'idée de croissance. On parle notamment de croissance économique, d'expansion économique, de développement économique, social ou durable, ainsi que de progrès et de productivité.

Cependant, ces concepts se distinguent selon l'aspect étudié (dimension quantitative ou qualitative) et selon la période considérée (court ou long terme).

La croissance économique est l'augmentation soutenue, de la production d'un pays Pendant une longue période. La croissance, notion purement quantitative (croissance au sens strict), se distingue de l'expansion correspondant à la seule phase ascendante du cycle économique et est implicitement de courte durée. L'expansion est donc l'augmentation conjoncturelle de la production (NSHUE M-MIKIME, 2012)

Dans ce qui suit, nous allons d'abord présenter quelques éléments relatifs à la croissance économique, puis analyser les principaux facteurs qui expliquent ou favorisent cette croissance.

La croissance économique est « un processus quantitatif qui se traduit par l'augmentation, au cours d'une longue période, d'un indicateur représentatif de richesse d'un pays, le plus souvent le produit intérieur brut en volume (PIB), voire le produit national brut (PNB) » (Huart J.-M. , 2003)

En effet, la croissance économique est importante, car elle permet de comprendre comment, grâce à des actions coordonnées et cohérentes, un pays peut améliorer de façon durable le niveau de vie de sa population et sortir de la pauvreté. Ainsi, bien identifier les mécanismes de la croissance et comprendre ses interactions aide à élaborer une politique économique efficace.

On peut définir la croissance économique comme « l'évolution a moyen et long terme de la production totale, et surtout de la production par habitant, dans une économie donnée. »

En 1961, François Perroux a défini la croissance économique comme « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension ; pour la nation : le produit global net en termes réels ». Samuelson et Nordhaus considèrent que la croissance économique et le facteur le plus important, qui détermine le succès économique des nations à long terme. « Economic growth is the single most important factor in the economic success of nation in the long terme. » (Mokhtari, 2009)

La croissance économique correspond à l'augmentation de la production de biens et de services, à la création d'emplois ainsi qu'à la génération de richesses. Elle contribue à la prospérité économique, sociale et humaine d'un pays. En effet, elle se définit comme une hausse durable du revenu national, à un rythme supérieur à celui de la croissance démographique. S. Kuznets définit la croissance économique d'un pays comme « l'augmentation, à long terme, de la capacite d'offrir des biens économiques, de plus en plus diversifiés, à sa population. Cette capacité grandissante est basée sur la technologie avancée et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle demande » (Kuznets, 1973) Selon Lecaillon définit la croissance économique comme l'expansion de la production ou du produit national sur une longues période » (Lecaillon J. , 1972)

Dans notre vision, la croissance économique apparait comme un processus dynamique et inclusif par lequel une notion, à travers des choix collectifs en matière d'innovation, d'investissement et de politiques publiques, élevé durablement sa production de biens et services par habitant, surpassant la croissance démographique pour générer prospérité partagée, réduction des inégalités et amélioration du bien-être globale de sa population.

2.2.2 Indicateurs de mesure de la croissance économique

Pour mesurer et analyser la croissance économique, on utilise plusieurs indicateurs macroéconomiques. Les principaux indicateurs sont PIB réel, le taux de croissance économique et le PIB par habitant. Le PIB réel mesure la valeur des biens et services produits dans une économie, corrigée de l'inflation, ce qui permet d'évaluer la croissance en volume. Le taux de croissance économique exprime la variation du PIB réel d'une période a une autre, généralement en pourcentage. Enfin, le PIB par habitant rapporte la richesse produite à la population totale, ce qui permet d'apprécier le niveau de vie moyen.

2.2.2.1 Produit intérieur brut

Le produit intérieur brut (PIB) est l'une des mesures du revenu et de la production nationale. Le PIB peut être défini de trois façons, ce qui devrait donner des résultats identiques.

- **Approche des revenus** : Une fois la richesse produite, elle se traduit par des revenus qui doivent être distribues. Cette méthode consiste à mesurer le PIB en additionnant l'ensemble des revenus générés par les facteurs de production, tels que (les salaires, les profits et autres revenus du capital.)
- **Approche de production** : Cette approche permet de limiter le problème de double comptabilisation, puisqu'elle suppose que la production de biens et de services finaux, nécessite la consommation de biens intermédiaires. La différence entre la valeur de ce que les entreprises perçoivent en échange de la vente de leurs produits et le coût des consommations intermédiaires utilisées pour les fabriquer, est appelée « valeur ajoutée ». Le PIB correspond alors à la somme des valeurs ajoutées réalisées par toutes les entreprises. (Bassanini & Scarpetta, 2001)
- **Approche des ventes finales** : Selon cette approche le PIB est la somme des dépenses réalisées par les principaux agents économiques (consommation des ménages, investissement des entreprises, dépenses publiques de l'état, exportations-importation.

2.2.2.2 PIB par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur économique qui mesure la richesse moyenne produite par personne dans un pays au cours d'une année.

2.2.2.3 Taux de croissance

Le taux de croissance est un indicateur économique qui mesure la variation en pourcentage d'une grandeur (comme le Produit Intérieur Brut-PIB) entre deux périodes (par exemple d'une année à l'autre). Il permet de savoir si une économie, une entreprise ou un indicateur donne augmente (croissance positive) ou diminue (croissance négative) au fil du temps.

2.2.3 Les principaux modèles théoriques de la croissance économique

Les modèles de la croissance économique peuvent être classes en deux grandes catégories : les modèles traditionnels et les modèles modernes. Les modèles traditionnels regroupent les analyses classiques et néoclassiques, notamment celles de Adam Smith, David Ricardo et Thomas Malthus, qui expliquent la croissance principalement par l'accumulation du capital, le travail et les ressources naturelles. A ces approches s'ajoute le modèle néoclassique de Robert Solow**,** qui met en avant le rôle du progrès technique. En revanche, les modèles modernes, appelés aussi modèles de croissance endogène, insistent sur le rôle central de l'innovation, du capital humain et de la recherche - développement. Parmi leurs principaux représentants figurent Paul Romer, Robert Lucas, R. Barro

ainsi que Th. Schultz et G. Becker, qui soulignent que la croissance durable résulte des investissements en connaissance et du processus d'innovation.

2.2.3.1 Les modèles traditionnels

La pensée classique sur la croissance économique regroupe plusieurs idées différentes, car chaque économiste avait sa propre vision selon son époque et ses objectifs. Même si les économistes classiques voyaient les changements économiques autour d'eux, ils ne pensaient pas que la croissance pouvait durer longtemps et améliorer de façon permanente le niveau de vie de population. Pour eux, l'économie pouvait atteindre un certain niveau puis stagner. En réalité, la croissance économique, c'est-à-dire l'augmentation continue de la production d'un pays, est un phénomène.

- **La division internationale d'Adam Smith (1776) :**

Dans **ses** recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations (1776) (Smith, 2002)

Adam Smith voit la division du travail comme moteur de la croissance : elle augmente la productivité, crée un surplus et élargit les marches. La main invisible oriente les investissements vers les plus rentables, favorisant emplois et richesses, surtout grâce au commerce international et aux avantages absolus.

- **Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)**

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), David Ricardo souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants.

Selon Ricardo, la valeur ajoutée se répartit entre les propriétaires fonciers(rente), les salaries (salaires de subsistance) et les capitalistes (profit résiduel). L'augmentation de la population nécessite une production agricole accrue, mais la mise en culture de terres moins fertiles engendre des rendements décroissants, une hausse des salaires et des rentes, et une diminution progressive des profits, conduisant potentiellement l'économie vers un état stationnaire. Pour retarder cette évolution, Ricardo préconise l'amélioration de la productivité par le progrès technique et l'ouverture au commerce international via (la théorie des avantages comparatifs). Toutefois, bien qu'il aborde les déterminants de la croissance, il ne propose pas une analyse complète des facteurs soutenant une croissance durable.

- **Le principe de population de Thomas Malthus (1796)**

Dans son essai sur le principe de population (1796), Thomas Malthus Considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopante. Il attribue la misère en Angleterre au décalage entre deux lois : la loi de progression arithmétique des subsistances et la loi de progression géométrique. La sortie de cet état passe par la mortalité, la baisse de la natalité et le célibat. (Diemer, La croissance économique)

- **Le modèle Harrod et Domar**

Le modèle Harrod et Domar est le premier modèle formalise de la croissance économique et a préparé le terrain aux modèles modernes, notamment celui de Solow. Il prolonge l'analyse keynésienne au long terme en mettant en évidence l'instabilité de la croissance et la nécessite de l'intervention de l'état. Malgré ses limites, il reste une base essentielle pour comprendre les théories de croissance plus avancées. Le modèle de Harrod (1939), l'investissement accroit simultanément la demande et la capacite productive, mais la croissance à long terme demeure instable : un déséquilibre entre offre et demande peut générer chômage ou surproduction, ce qui souligne la nécessite d'une croissance du capital et de la production a un taux constant, ainsi que le rôle potentiel de l'état dans la stabilisation économique. Selon Domar (1946), l'investissement stimule à la fois la demande et la capacite productive, mais un déséquilibre peut apparaitre entre ces deux effets. Pour maintenir l'équilibre, l'investissement, le capital et la production doivent croitre à un taux constant égal au rapport entre le taux d'épargne (s) et le coefficient de capital(v). L'équilibre ne peut donc être que dynamique.

- **Le modèle de Solow**

Lorsque les facteurs de production sont substituables, le coefficient de capital devient fonction de l'intensité capitalistique En l'absence de progrès technique la productivité moyenne du capital (1/v = inverse du coefficient de capital) ainsi que la productivité marginale du capital sont des fonctions décroissantes de l'intensité capitalistique (capital par tête) (Muet, 1993)

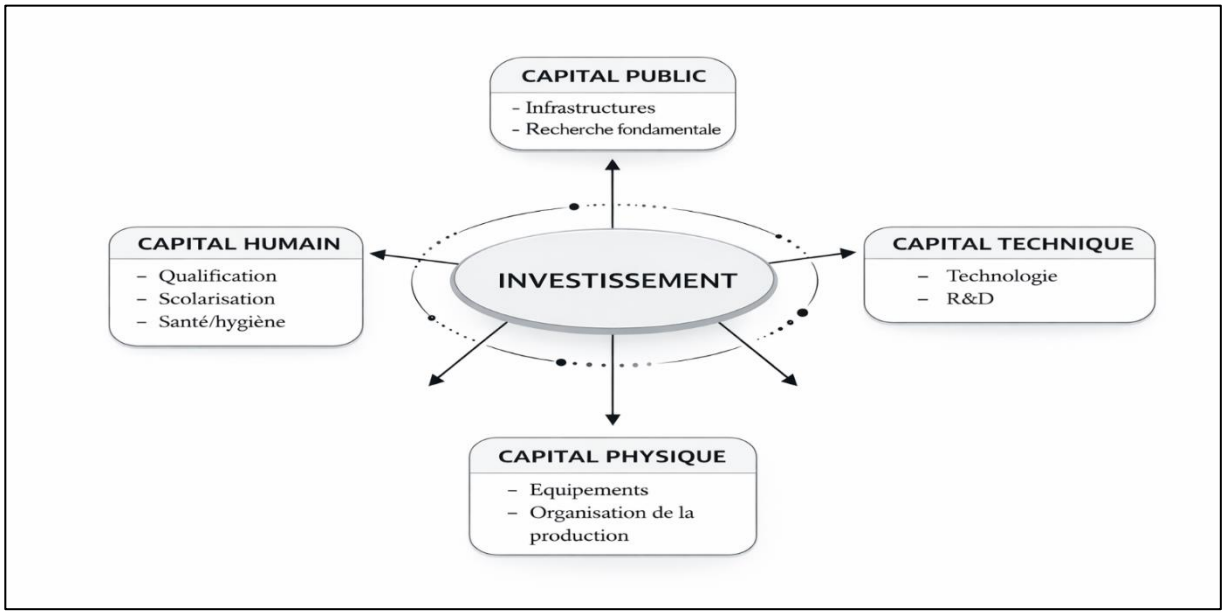
Lorsque le taux d'épargne demeure constant, le taux de croissance garanti (s/v) est également une fonction décroissante de l'intensité capitalistique. Autrement dit, plus le capital par tête augmente, plus le taux de croissance du capital diminue. La flexibilité des techniques de production permet ainsi d'égaliser le taux de croissance garanti et le taux de croissance naturel.

A l'inverse, lorsque le capital par tête initial dépasse son niveau d'équilibre, le taux de croissance du capital devient inférieur au taux de croissance de la main d'ouvre, ce qui entraine un ajustement à la baisse vers l'état stationnaire. Comme le souligne Solow, cet ajustement s'effectue implicitement à travers les variations de la répartition des revenus.

2.2.3.2 Les modèles modernes (endogènes)

Le modèle de Solow n'expliquait pas la croissance, il signalait simplement que grâce au progrès technique, la croissance peut perdurer. Pour les tenants de la théorie de la croissance endogène, le progrès technique ne tombe pas du ciel. La croissance est ainsi assimilée à un phénomène auto-entretenu (Diemer, La croissance économique). La croissance économique résulte de l'accumulation de quatre facteurs essentiels : le progrès technologique, le capital physique, le capital humain et le capital public. Le rythme d'évolution de ces éléments est influencé par les décisions et politiques économiques, ce qui explique que ces approches soient qualifiées de théories de la croissance endogène. Et la figure suivante illustre le cas :

Figure 4: les facteurs de la croissance économique



Source : (DIEMER)

- **Le progrès technique (Capital technique) :** crée de nouvelles idées et innovations, générant des externalités positives et améliorant la productivité.
- **Capital Physique :** étudié par P. ROMER (1986), montre que les investissements en équipements augmentent la production et diffusent des connaissances dans le secteur.
- **Capital humain :** Mis en évidence par Th. Schultz, G. Becker et approfondi par R. Lucas, désigne les compétences individuelles qu'accroissent l'efficacité productive et produisent des externalités positives.
- **Capital Public :** Selon R. Barro, inclut infrastructures, éducation et recherche, et soutient la croissance en favorisant les investissements et les institutions.

2.3 Relation théorique entre les IDE et la croissance économique

Les investissements directs étrangers (IDE) désignent des flux de capitaux internationaux par lesquels un investisseur étranger acquiert une participation durable dans une entreprise localisée dans un autre pays, avec une influence significative sur sa gestion. Dans la théorie économique, les IDE sont considérés comme un moteur potentiel de croissance car ils apportent simultanément des capitaux financiers, des technologies avancées, des pratiques managériales innovantes et du savoir-faire productif, ce qui peut améliorer la productivité des entreprises locales et stimuler le développement économique du pays d'accueil

Cependant, l'impact réel des IDE sur la croissance n'est pas uniforme : il dépend de facteurs structurels tels que la qualité des institutions, le niveau de développement du capital humain, l'ouverture commerciale et l'accès aux marchés financiers. Une économie capable d'absorber

efficacement les compétences et technologies apportées par les IDE est plus susceptible et bénéficier durablement de ces flux de capitaux étrangers.

2.3.1 Les IDE et les théories néoclassiques de la croissance

L'approche néoclassique de la croissance, illustrée notamment par le modèle de Solow (1956), repose sur l'idée que l'économie croit grâce à l'accumulation de capital (physique et humain) et au progrès technique exogène. Dans ce cadre :

- Les IDE contribuent à au mentionner le stock de capital du pays récepteur, ce qui stimule la production nationale à court terme.
- Cependant, en raison des rendements décroissants du capital, chaque unité additionnelle de capital produit une augmentation de production de moins en moins importante.
- Par conséquent, sans progrès technique ou innovation propres à l'économie locales, l'effet des IDE sur le taux de croissance tend à s'atténuer avec le temps.

Ainsi, selon la perspective néoclassique, les IDE peuvent élever le niveau de production mais ont une influence limitée sur la croissance à long terme si l'économie ne parvient pas à intégrer et à renouveler ses technologies ou ses capacités productives. Cette limite s'explique par le fait que ls rendements décroissants du capital finissent par neutraliser l'effet des nouveaux investissements étrangers.

2.3.2 Les IDE et les théories keynésiennes de la croissance

En revanche, l'approche keynésienne met l'accent sur la demande globale comme moteur de l'activité économique (Keynes,1936). Dans cette perspective :

- Les IDE sont assimiles à une injection d'investissement dans l'économie réceptrice.
- Cet investissement augmente la demande globale, stimule la production, crée des emplois et accroit les revenus.
- L'augmentation des revenus favorise la consommation, ce qui peut provoquer un effet multiplicateur, un processus par lequel une hausse initiale de la demande entraine une augmentation encore plus forte u produit national.

Ainsi, du point de vue keynésien, les IDE soutiennent la croissance à court et moyen terme, particulièrement dans les économies confrontées à une demande insuffisante ou à un sous-emploi. Les IDE peuvent agir comme un moteur de relance économique en période de faiblesse de la demande interne.

2.3.3 Les IDE et les théories de la croissance endogène

Les modèles de croissance endogène replacent le progrès technique et l'innovation au cœur du processus de croissance. Contrairement aux modèles néoclassiques, la croissance n'est pas

simplement un résultat exogène elle peut être générée par des investissements, l'éducation, l'innovation et le transfert de connaissances au sein de l'économie.

Dans ce cadre :

- Les IDE favorisent le transfert de technologies vers l'économie hôte, souvent sous forme de machines, procédés, brevets ou savoir-faire.
- La présence d'entreprises multinationales entraine des effets d'apprentissage (Learning by doing) et des effets de débordement(spillovers) technologiques vers les firmes locales, qui adoptent et adaptent ces technologies.
- Les IDE contribuent à l'accumulation du capital humain, car les travailleurs locaux acquièrent de nouvelles compétences de la formation et l'expérience.

Ce processus permet d'améliorer la productivité totale des facteurs, ce qui peut conduire à une croissance économique soutenue et durable à long terme. De plus, la diffusion des technologies favorise l'innovation continue, renforçant ainsi la capacite compétitive du pays d'accueil sur les marches internationaux.

Conclusion du chapitre

La revue de la littérature a permis de mettre en évidence les principaux fondements théoriques relatifs aux investissements directs étrangers et à la croissance économique. Elle a clarifié les concepts essentiels des IDE, leurs formes, leurs motivations et leurs déterminants. Elle a également mis en lumière le rôle du cadre institutionnel et juridique qui encadre leur mis en œuvre, en particulier en Algérie, ou des reformes ont été engagées afin d'attirer d'avantage d'investissement étrangers

Par ailleurs, l'étude des théories de la croissance économique, qu'elles soient classiques, néoclassiques ou endogènes, a montré que les IDE peuvent constituer un levier important de dynamisation de l'activité économique. En effet, ils favorisent l'accumulation du capital, le transfert de technologies, l'amélioration des compétences.

En définitive, cette analyse théorique constitue une base indispensable pour approfondir l'étude de la relation entre les IDE et la croissance économique. Elle offre un cadre conceptuel solide permettant d'orienter l'analyse empirique et de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les investissements directs étrangers peuvent influencer la performance économique dans le contexte spécifique de ce travail de recherche.

Chapitre 03

Cadre méthodologique de l’étude

Introduction du chapitre

Analyser l'impact des investissement direct étranger (IDE) sur la croissance économique en Algérie n'est pas une démarche ordinaire. Il s'agit d'une approche rigoureuse et structurée pour comprendre comment l'économie du pays réagit face à ces flux de capitaux internationaux, et de révéler le rôle réel des IDE dans le développement national. Ce chapitre pose donc les fondations méthodologiques de notre recherche, incluant la définition des variables, la description des données ainsi que les sources, la sélection de l'échantillon et la présentation du modèle ARDL (Auto-Regressive Distributed Lag) qui soutiendront l'ensemble de l'analyse empirique.

Pour ce faire, l'étude débute par une description détaillée de l'institution clé : le Ministère des Finances et plus particulièrement la Direction Générale de Prévision et des Politiques (DGPP). Cette direction joue un rôle central dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques économiques nationales et constitue un acteur stratégique pour l'analyse des flux d'investissements direct étrangers en Algérie.

Les données utilisées proviennent de sources fiables et reconnues telles que La Banque d'Algérie, La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International, couvrant une période longue allant de 1970 jusqu'au 2024 permettant de mesurer avec précision l'impact des IDE sur la croissance économique.

Enfin, l'étude adopte une approche quantitative et économétrique, basée sur le modèle ARDL (Auto-Regressive Distributed Lag), afin d'identifier les relations à court et à long terme entre les différentes variables économiques.

Ainsi, ce chapitre constitue le cœur méthodologique de notre étude, alliant rigueur scientifique, pertinence économique et clarté analytique, et prépare le terrain pour l'exploration des résultats empiriques qui révèleront le véritable rôle des IDE dans la croissance de l'économie algérienne.

3.1 Présentation du lieu de stage « Ministère des Finances »

Le Ministère des Finances constitue un département ministériel clé du gouvernement algérien, dont le siège est situé dans l'immeuble Ahmed-Francis à Ben Aknoun, Alger. Depuis sa création, il s'affirme comme l'une des institutions publiques les plus stratégiques de l'Etat, en vertu de la diversité et de l'importance des missions qui lui sont dévolues dans les domaines économique et social.

3.2 Présentation de la structure d'accueil (DGPP-Direction Générale de la Prévision et des Politiques)

La Direction Générale de la Prévision et des Politiques (DGPP), placée sous la tutelle du ministère des Finances en Algérie, occupe une position stratégique dans la définition et la conduite des politiques économiques nationales. Elle contribue activement à l'équilibre et à la relance de l'économie, en intervenant au niveau activement à l'équilibre et à la relance de l'économie, en intervenant au niveau macroéconomique à travers l'élaboration de stratégies à long terme et la production de prévisions économiques nécessaires à l'orientation des décisions publiques.

La DGPP a pour mission essentielle de formuler des politiques économiques en accord avec les objectifs de croissance, de stabilité et de développement durable.

Pour cela, elle réalise des études approfondies et élabore des projections économiques visant à anticiper les évolutions de l'économie nationale. Ces analyses permettant d'éclairer les autorités publiques et de proposer des orientations stratégiques adaptées, tout en assurant une gestion optimale des ressources économiques.

En outre, la DGPP assure un rôle important de concertation et de coordination entre les différentes administrations publiques, afin de garantir la cohérence des actions économiques menées. Grace a la qualité de ses travaux et a son expertise, elle met à disposition des décideurs des informations pertinentes et fiables. Ce rôle d'appui à la décision est fondamental pour assurer l'efficacité des politiques économiques et leur adéquation avec les réalités et les besoins du pays.

Figure 5: *Organigramme de la Direction Générale de la Prévision et des Politiques (DGPP)*



Source : Ministère des Finances. Consulté sur https://www.mf.gov.dz, le 30/03/2026 à 13 :39 PM (Ministère des Finances, n.d.)

3.2.1 Missions et Rôle de la DGPP

La Direction Générale de la Prévision et des Politiques (DGPP) occupe une place stratégique dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques économiques et financières en Algérie. A ce titre, elle contribue activement à l'orientation des décisions publiques à travers ses différentes missions.

Ses principales attributions portent sur :

L'élaboration des prévisions macroéconomiques ainsi que le cadrage macroéconomique et financier des lois de finances, accompagnes de la préparation des rapports de présentation.

Le suivi de l'évolution de l'environnement économique international et l'analyse de ses répercussions sur l'économie nationale.

La participation à la conception des politiques budgétaires et fiscales, tout en assurant leur évaluation et leur suivi.

La simulation des effets des mesures économiques et financières afin d'anticiper leurs impacts et d'éclairer la prise de décision.

Pour assurer l'ensemble de ces missions, la DGPP est organisée autour de quatre directions principales, chacune spécialisée dans un domaine précis. (La Direction Générale de la Prévision et des Politiques, n.d.)

- **La Direction de la Prévision Macroéconomique**

Cette direction est chargée de la production des prévisions économiques à court et moyen terme, en s'appuyant sur l'analyse de la conjoncture. Elle intervient également dans le cadrage macroéconomique et budgétaire des lois de finances.

Elle comprend plusieurs sous-directions, notamment :

- Une sous-direction dédiée à la prévision économique.
- Une sous-direction chargée de l'analyse de la conjoncture.
- Une sous-direction spécialisée dans l'analyse des opérations financières.
- Une sous-direction consacrée aux modèles de prévision et aux simulations**.**

- **La Direction de l'information statistique**

Cette direction a pour mission principale la mise en place d'un système d'information statistique fiable, ainsi que la constitution de bases de données couvrant les différentes sphères de l'économie.

Elle assure également l'organisation et la diffusion de l'information statistique en coordination avec les structures concernées. Elle est composée de :

- Une sous-direction des statistiques de la sphère financière.
- Une sous-direction des statistiques de la sphère réelle.

- **La Direction des Politiques Budgétaires**

Cette direction contribue à la définition et à l'évaluation de la politique budgétaire de l'Etat. Elle veille à la cohérence de la structure des dépenses publiques et à leur efficacité.

Elle comprend :

- Une sous-direction chargée des équilibres budgétaires
- Une sous-direction dédiée à l'action économique et sociale de l'Etat.

- **La Direction des Politiques et Fiscales**

Cette direction est responsable de l'élaboration de la stratégie fiscale, visant à améliorer l'efficacité et la performance du système fiscal. Elle veille également à la cohérence des instruments fiscaux et à l'évaluation des politiques fiscales.

Elle s'articule autour de plusieurs sous-directions, notamment :

- Une sous-direction chargée de la fiscalité des revenus, de la consommation et de l'épargne.
- Une sous-direction dédiée aux régimes sociaux.
- Une sous-direction spécialisée dans la fiscalité spécifique.

3.2.2 Le Rôle du Ministère des Finances et de la DGPP dans la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique (PIB)

Le ministère de Finances, à travers la Direction Générale de la Prévision et des Politiques (DGPP), occupe une place essentielle dans l'analyse et l'orientation de la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique. Cette relation constitue un levier fondamental du développement économique, dans la mesure ou les flux d'IDE contribuent à la création de richesse, au transfert de technologies et à la dynamisation de l'activité économique. Le ministère des Finances intervient en tant qu'acteur clé dans la définition des politiques économiques visant à attirer les investissements étrangers et à maximiser leur impact sur la croissance. Il met en place des cadres règlementaires et fiscaux favorables à l'IDE, tout en veillant à leur cohérence avec les objectifs macroéconomiques du pays. Dans ce cadre, il collabore avec d'autres institutions, notamment la Banque centrale et les organismes internationaux, afin de renforcer l'attractivité de l'économie nationale.

De son cote, la DGPP joue un rôle déterminant grâce à ses compétences en matière d'analyse et de prévision macroéconomique. Elle collecte et traite les données relatives à l'IDE et au PIB, ce qui permet d'évaluer l'impact des investissements étrangers sur la croissance économique. A travers des outils économiques sur l'évolution du PIB et mesure la contribution réelle de l'IDE. Ces analyses permettent d'orienter les décisions publiques et de proposer des stratégies adaptées pour améliorer l'efficacité des investissements étrangers.

Cependant, l'évaluation de cette relation se heurte à certaines contraintes, notamment le manque de données précises et continues, ainsi que la volatilité des flux d'IDE.A cela s'ajoutent des facteurs structurels pouvant limiter l'impact de ces investissements sur la croissance, tels que le niveau de développement su système financier ou le climat des affaires.

En définitive, le ministère des Finances, a traves la DGPP, joue un rôle central dans l'étude et l'optimisation de l'impact de l'IDE sur le PIB. Il contribue à la mise en place de politiques adaptées, fondées sur des analyses rigoureuses, afin de promouvoir une croissance économique durable.

3.3 Choix des variables et source des données

Dans le cadre de l'étude de l'impact de l'investissement direct étranger (IDE) sur la croissance économique (PIB) en Algérie, nous avons utilisé des données provenant de sources nationales et internationales, notamment l'Office National des Statistiques (ONS), la Banque d'Algérie, ainsi que la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Ces sources ont été retenues pour leur fiabilité et leur pertinence dans l'analyse des variables macroéconomiques.

L'Office National des Statistiques (ONS) constitue la principale source de données nationales, en fournissant des informations relatives au PIB et a d'autres indicateurs économiques. La Banque d'Algérie apporte également des données complémentaires concernant les variables monétaires et financières. Toutefois, en raison de certaines limites liées à la disponibilité des données sur une longue période, le recours aux sources internationales s'est avéré nécessaire.

La Banque mondiale représente une source essentielle de données, notamment à travers ses bases de données statistiques qui offrent des informations harmonisées sur l'IDE, l'inflation, le taux de change et l'ouverture commerciale. De son cote, le Fonds Monétaire International (FMI) fournit également des données macroéconomiques fiables qui viennent compléter les informations nationales et renforcer la cohérence de l'analyse. La sélection d'un échantillon représentatif constitue une étape essentielle pour garantir la robustesse des résultats empiriques. Dans cette étude, l'analyse est centrée sur l'Algérie afin d'examiner la relation entre l'IDE et la croissance économique dans un contexte économique spécifique. L'échantillon est composé de données annuelles couvrant la période 1970 à 2024, ce qui permet d'appréhender les évolutions de long terme de l'économie algérienne.

Dans ce cadre, la croissance économique est retenue comme variable dépendante, tandis que l'IDE constitue la variable explicative principale. Afin d'affiner l'analyse, des variables de contrôle telles que l'inflation, le taux de change et l'ouverture commerciale ont été intégrées, permettant ainsi de mieux expliquer les déterminant de la croissance économique.

3.3.1 Présentation des variables

Dans le cadre de notre étude, le choix des variables s'appuie sur plusieurs travaux empiriques ayant analyse la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique, notamment les études de Borensztein et al (1998), Alfaro et al (2004) et Balasubramanyam et al (1996). Ces travaux mettent en évidence le rôle de l'IDE dans la stimulation de la croissance économique, tout en soulignant l'importance de certaines variables macroéconomiques de contrôle.

Ainsi, nous avons retenu la croissance économique (PIB) comme variable dépendante, l'IDE comme variable explicative principale, ainsi que l'inflation, le taux de change et l'ouverture commerciale comme variable de contrôle.

- **Variable dépendante**
  - **La croissance économique (PIB)**

Le PIB représente la valeur totale des biens et services produits dans une économie au cours d'une période donnée. Il constitue un indicateur clé de la performance économique globale. Selon Barro (1991), le PIB est largement utilisé comme variable dépendante dans les modèles de croissance afin d'évaluer l'impact des différents facteurs économiques.

Les données du PIB ont été collectées à partir des bases de données de la Banque mondiale (via son site officiel) et complétées par les données de l'ONS. Le PIB a été initialement exprime en dollars américains, puis converti en dinar algérien (DA) à l'aide du taux de change.

- **Variables explicatives**
  - **Investissement Direct Etranger (IDE)**

L'IDE désigne les investissements réalisés par des agents étrangers dans l'économie nationale. Il constitue un facteur déterminant de la croissance économique. Selon Borensztein et al (1998), l'IDE favorise la croissance à travers le transfert de technologie et l'amélioration du capital humain.

Les données relatives à l'IDE ont été extraites des bases de données de la Banque mondiale et du FMI via leurs sites officiels

  - **Inflation**

L'inflation correspond à l'augmentation générale du niveau des prix. Elle est intégrée comme variable de contrôle en raison de son impact sur la stabilité économique.

Selon Stanley Fisher (1993), une inflation élevée affecte négativement la croissance économique.

Les données d'inflation ont été obtenues à partir de la Banque mondiale et complétées par les données de la Banque d'Algérie.

  - **Taux de change**

Le taux de change représente la valeur de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères, notamment le dollar américain. Il influence les flux d'investissement et la compétitivité de l'économie. Selon Sebastian Edwards (1998), un taux de change stable favorise la croissance économique.

Les données ont été collectées à partir de la Banque d'Algérie ainsi que la Banque mondiale (via le site officiel).

  - **Ouverture commerciale**

L'ouverture commerciale mesure le degré d'intégration d'une économie dans le commerce international. Elle est généralement calculée comme le rapport entre les exportations et les

importations sur le PIB. Selon Sachs et Warner (1995), l'ouverture commerciale stimule la croissance économique.

Les données relatives aux exportations et importations ont été extraites de la Banque mondiale et de l'ONS.

Tableau 4 : Résumé des variables du modèle économétrique

Variables	Mode de calcul	Signe attendu	Etudes antérieures
PIB	PIB en dollars converti en DA (PIB USD × taux de change)	Négatif (-)	Barro (1991)
IDE	Flux d'IDE en % du PIB	Positif (+)	Borensztein et al (1998)
Inflation	Taux de variation annuelle de l'indice des prix (%)	Négatif (-)	Stanley Fisher (1993)
Taux de change	Taux de change officiel (DA /USD)	Positif ou Négatif (±)	Sebastian Edwards (1998)
Ouverture commerciale	(Exportation+Importation) /PIB	Positif (+)	Sachs et Warner (1995)

Source : élaboré par nos soins.

3.4 Présentation du modèle

Dans le cadre de cette étude, nous nous intéressons à l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie sur la période 1970-2024.Pour ce faire, nous mobilisons un modèle économétrique construit à partir des variables clés, permettant de traduire nos hypothèses en preuves empiriques concrètes.la formulation du modèle est présentée comme suit :

$$PIB=f(IDEt, TCt, INFt , OCt)$$

$$PIB=\alpha+ \beta1IDEt + \beta2TCt + \beta3INFt + \beta4OCt + \varepsilon t.$$

Où :

- PIBt : croissance économique à la période t.
- IDEt : flux des Investissements Directs Étrangers entrants.

- TCt : taux de change réel.
- INFt : taux d'inflation.
- OCt : ouverture commerciale (importations + exportations en % du PIB)
- εt : terme d'erreur, représentant les facteurs non observés
- α : constante du modèle
- β1, β2, β3, β4 : coefficients à estimer.

3.4.1 Présentation du modèle « ARDL »

Le modèle ARDL (Auto-Régressif à Retards Distribués) constitue une approche économétrique dynamique largement utilisée pour étudier les relations de long et de court terme entre les variables économiques, en particulier lorsque celles-ci présentent des ordres d'intégration différents (I (0) ou I (1)). Développé par Pesaran et ses collaborateurs à la fin des années 1990, L'ARDL combine les caractéristiques des modèles autorégressifs, qui prennent en compte les valeurs passées de la variable dépendante, et des modèles a retards échelonnés, qui considèrent les valeurs passées des variables explicatives. Cette approche repose sur la spécification d'une équation unique, qui inclut à la fois les effets immédiats à court terme et un terme de correction d'erreur représentant l'ajustement vers l'équilibre de long terme.

Elle est particulièrement efficace pour analyser l'impact des IDE sur la croissance économique, tout en intégrant des variables de contrôle comme le taux de change, le taux d'inflation et l'ouverture commerciale. Notre choix se justifie par les avantages que représente ce dernier par rapport aux autres modèles, d'abord il nous donne la possibilité de déterminer les retards optimaux pour chaque variable, de plus, l'approche ARDL n'exige pas que les séries soient intégrées dans le même ordre, ainsi que le traitement des problèmes potentiels de multi colinéarité et d'autocorrélation, et de permettre une interprétation claire des relations dynamiques, ce qui en fait un outil robuste et flexible pour mesurer simultanément les impacts à court et long terme dans le contexte économique algérien.

3.4.2 Les étapes du modèle « ARDL »

- **Etape 1 : Analyse descriptive des variables**

Avant toute estimation économétrique, une analyse descriptive des variables est d'abord réalisée afin de mieux appréhender leurs caractéristiques statistiques et leur évolution dans le temp. Cette étape préliminaire permet d'identifier les tendances générales et les éventuelles irrégularités des séries étudiées. Elle constitue une base essentielle pour interpréter correctement les relations entre les investissements directs étrangers (IDE) et la croissance économique, et pour préparer les étapes suivantes du modèle ARDL de manière rigoureuse et méthodologiquement cohérente.

- **Etape 2 : Test de stationnarité (ADF)**

En second temp, il est nécessaire de vérifier la stationnarité des séries temporelles afin d'éviter les régressions fallacieuses. Pour cela, nous utiliserons le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF), qui autorise la combinaison des variables intégrées d'ordre différent (I (0) et I (1)) sans exiger leur homogénéité. (M. Hashem Pesaran et al., 2001).

- **Etape 2 : Sélection du modèle ARDL (choix des retards)**

Une fois la stationnarité vérifiée, il convient de déterminer les retards optimaux du modèle ARDL a l'aide de critères d'information tels que le critère d'Akaike (AIC) ou le critère de Schwarz (SIC). Le choix optimal des retards est crucial, car il influence directement la qualité des résultats obtenus. (Driss & Ouahrani, 2023).

- **Etape3 : Test de cointégration (Bounds Test)**

Développée par M. Hashem Pesaran et ses co-auteurs, permet de tester la cointégration même lorsque les variables ne sont pas intégrées dans le même ordre.la présence d'une cointégration indique qu'il existe un équilibre de long terme entre les IDE et la croissance économique. (M. Hashem Pesaran et al., 2001).

- **Etape 4 : Estimation des relations à court et long terme**

Une fois la cointégration confirmée, les coefficients associés aux variables différenciées capturent les effets à court terme, tandis que les coefficients de long terme reflètent les relations structurelles entre les IDE sur la croissance économique. Cette double estimation est l'une des avantages principaux de modèle qui sera présentée sous la fonction suivante :

$$\Delta PIB_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^{p} \alpha_1^i \Delta PIB_{t-1} + \sum_{i=0}^{q} \alpha_2^i \Delta IDE_{\ t-1} + \sum_{i=1}^{r} \alpha_3^i \Delta TC_{\$t-1} + \sum_{i=0}^{s} \alpha_4^i \ \Delta INF_{\ t-1} + \sum_{i=0}^{U} \alpha_5^i \ \Delta OC_{\ t-1} + \ \beta_1 \ PIB_{t-1} + \ \beta_2 \ TC_{t-1} + \beta_3 \ \ \Delta INF_{\ t-1} + \beta_4 \ OC_{\ t-1} + e_t$$

Avec : Δ: Operateur de différence première

α_0 : Constante $\alpha_1, \alpha_2, \alpha_3, \alpha_4, \alpha_5$: Effets a court terme

$\beta_1 \ldots . \beta_4$: Dynamique de long terme du modèle.

- **Etape 5 : Modèle de correction d'erreur (ECM)**

Le modèle ARDL peut être paramétré sous forme d'un modèle de correction d'erreur (ECM), qui permet d'analyser la vitesse d'ajustement vers l'équilibre de long terme après un choc. Le coefficient du terme de correction d'erreur doit être négatif et significatif pour confirmer la convergence vers l'équilibre et la formule sera comme la suivante :

$$\Delta PIB_t = \alpha_0 + \sum_{i=1}^{p} \alpha_1^i \Delta PIB_{t-1} + \sum_{i=0}^{q} \alpha_2^i \Delta IDE_{\ t-1} + \sum_{i=1}^{r} \alpha_3^i \Delta TC_{t-1} + \sum_{i=0}^{s} \alpha_4^i \ \Delta INF_{\ t-1} + \sum_{i=0}^{U} \alpha_5^i \ \Delta OC_{\ t-1} + \ \gamma (ECT)_{t-1} + e_t$$

Avec ECT (cointEq (-1)) (terme de correction des erreurs) qui définit en effet la vitesse d'ajustement du modèle vers son équilibre de long terme et γ paramètre associé au terme ECT (cointEq (-1)).

- **Etape 6 : Tests du diagnostic du modèle**

Enfin, afin de garantir la robustesse et la fiabilité des résultats obtenus, des tests de diagnostic rigoureux sont réalisés sur le modèle estimé. Ces tests permettent de vérifier que les hypothèses fondamentales de l'économétrie sont respectées et que les conclusions tirées sont solides. Plus précisément :

- **Autocorrélation des résidus :** le test de Breusch-Godfrey est utilisé pour s'assurer que les erreurs du modèle sont indépendantes dans le temps, ce qui est crucial pour la validité des inférences statistiques.
- **Hétéroscédasticité :** Ce test examine si la variance des erreurs reste constante, garantissant ainsi que les estimations des coefficients sont fiables et non biaisées.
- **Stabilité structurelle du modèle :** Les tests CUSUM et CUSUMSQ permettent de détecter d'éventuelles variations dans les coefficients au fil du temps, confirmant la solidité du modèle face aux chocs et fluctuations économiques.

L'ensemble de ces vérifications confère au modèle ARDL une crédibilité statistique et une validité économique, renforçant la confiance dans les résultats sur l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique (Damodar N. Gujarati, 2004 ; Pesaran, Shin et Smith).

Conclusion du chapitre

Ce chapitre méthodologique a permis de poser les bases scientifiques de l'étude consacrée à l'analyse de l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique en Algérie. Dans un premier temps, la présentation de ministères des finances comme un lieu de stage et plus précisément la direction générale de la prévision et des politiques (DGPP), qui a mis en évidence le rôle stratégique de cette institution dans la production des données économiques et l'élaboration des politiques publiques.

Ensuite, ce chapitre a détaillé les différentes sources de données mobilisées ainsi que les variables retenues, en cohérence avec l'objectif de recherche. L'identification de la variable dépendante qui est l'investissement direct étranger (IDE) et la variable indépendante qui est la croissance économique ainsi les variables de contrôle tels que le taux de change, le taux d'inflation et l'ouverture commerciale a permis de structurer l'analyse empirique et d'assurer la pertinence des résultats attendus.

Par ailleurs, le choix d'une approche quantitative à travers une méthodologie économétrique s'est avéré approprié pour examiner la relation entre l'IDE et la croissance économique. L'utilisation du modèle ARDL a notamment permis de prendre en compte les dynamiques de court et de long terme entre les variables, tout en s'adaptant aux caractéristiques des séries temporelles utilisées.

Ainsi, l'ensemble de ses éléments méthodologiques constitue un cadre rigoureux et cohérent pour la conduite de l'analyse empirique, qui sera développé dans le chapitre suivant, afin de mettre en évidence l'impact des IDE sur la croissance économique en Algérie.

Chapitre 04

Analyse et discussion des résultats

Introduction du chapitre

Ce chapitre est une étape importante dans notre étude, car il se concentre sur l'analyse et l'interprétation des résultats concrets concernant l'effet de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Algérie. Nous utilisons une méthode économétrique avec le modèle ARDL pour étudier les relations à court et à long terme entre la croissance économique et les variables explicatives choisies, qui sont l'investissement direct étranger, l'inflation, le taux de change et l'ouverture commerciale.

Dans ce contexte, nous allons commencer par analyser les caractéristiques statistiques des séries en étudiant leur stationnarité grâce au test de Dickey-Fuller augmente. Ensuite, nous allons vérifier s'il y a une relation à long terme entre les variables grâce au test de cointégration de Bounds. Apres avoir validé cette relation, nous allons estimer le modèle ARDL ainsi que le modèle de correction d'erreur pour analyser les dynamiques à court terme.

Enfin, nous allons réaliser des vérifications de diagnostic et de robustesse, y compris les tests d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité, de normalité et de stabilité des paramètres, pour assurer la validité et la fiabilité des résultats obtenus concernant l'investissement direct étranger.

4.1 Analyse descriptive des séries

Cette phase nous permet d'apprécier le comportement statistique des séries et leurs évolutions sur la période d'étude. L'analyse des indicateurs des distribution, notamment l'asymétrie (Skewness), l'aplatissement (Kurtosis) ainsi que le test de Jaque-Bera permet de mieux comprendre la normalité des variables retenues et leurs dynamiques avant l'estimation du modèle ARDL.

Tableau 5 : Statistiques descriptives des séries de l'étude

	Ln PIB	Ln IDE	Ln INF	Ln TC	Ln TO
Mean	7.390268	0.772172	-2.794118	3.233599	-0.615859
Mediane	7.930322	2.708305	-2.813411	4.055378	-0.575356
Maximum	10.48538	5.296085	-1.148854	4.955850	0.593995
Minimum	3.179021	-10.66513	-5.809143	0.139762	-1.546423
Std.Dev	2.319282	4.520271	0.871984	1.429691	0.309702
Skewness	-0.379855	-0.779604	-0.495117	-0.410916	0.318377
Kurtosis	1.825442	2.572400	4.325488	1.556404	7.286601
Jarque-Bera	4.321146	5.772525	6.045270	6.093628	41.47339
Probability	0.115259	0.055784	0.048673	0.047510	0.000000

Source : Estimation faites par nos soins à travers le logiciel EVIEWS 12.

L'analyse descriptive présentée par le tableau ci-dessus nous renseigne sur un niveau élevé de cohérence de toutes les séries car leurs valeurs moyennes et médianes se situent dans leurs valeurs maximales et minimales. De plus, il est constaté qu'il existe une variation entre les valeurs minimales et maximales de l'ensemble des séries notamment la plus forte variation concerne l'investissement direct étranger (IDE).

Les résultats de notre étude montrent que l'écart type permet de nous donner une idée sur l'éparpillement des différentes variables. De sorte que, l'investissement direct étranger est la variable la plus volatile et dispersée, puisque son écart type est le plus grand, et la variable du taux d'ouverture commerciale est moins au regard des valeurs de l'écart type.

Nous pouvons déduire que le test de normalité indique qu'on accepte l'hypothèse nulle de la distribution normale uniquement pour les deux variables la croissance économique et l'investissement direct étranger vu que la probabilité critique de jaque-bera est supérieure au seuil de significativité de 5%. Cependant les autres séries (le taux d'inflation, le taux de change et le taux d'ouverture commerciale) ne suivent pas une loi normale. De sa part, le coefficient d'aplatissement (Kurtosis) nous indique que les distributions (le taux d'inflation, taux d'ouverture commerciale) sont

pointues (leptokurtique) puisque ce coefficient est supérieur à 3, par contre la variable taux de change est plus aplati (platykurtique) que la loi normale.

Pour bien approfondir notre analyse en matière de description on a opté pour une matrice de corrélation ; comme le rappellent Gujarati & Porter (2009), la matrice de corrélation constitue une étape préliminaire essentielle dans l'analyse économétrique, permettant d'identifier les relations linéaires entre variables et de détecter d'éventuels problèmes de multi colinéarité.

Tableau 6: Matrice des corrélations

	Ln PIB	**Ln IDE**	**Ln INF**	**Ln TC**	**Ln TO**
Ln PIB	1				
Ln IDE	0.68776084	1			
Ln INF	-0.3279468	-0.5734016	1		
Ln TC	0.95921118	0.69346305	-0.3900709	1	
Ln TO	-0.0954680	0.24854382	-0.1544176	-0.0568468	1

Source : A partir des résultats d'estimation en utilisant Eviews 12

En ce qui concerne la matrice de corrélation, le tableau N°2 nous montre clairement l'existence d'une corrélation significative entre les différentes variables, en effet, on constate une corrélation positive relativement forte entre les investissements directs étrangers (IDE) et le produit intérieur brut (PIB) avec un coefficient d'ordre de 0,68, suggérant qu'une augmentation des IDE est associée à une amélioration de la croissance économique en Algérie.

Par ailleurs, une corrélation négative et modérée est observée entre le PIB et l'inflation (-0,32) indiquant qu'une hausse de l'inflation tend à être associé à une baisse du produit intérieur brut (PIB). Cela suggère que l'inflation peut freiner la croissance économique en réduisant le pouvoir d'achat et l'investissement.

Concernant, les autres variables, il convient de noter une corrélation très élevée entre le PIB et le taux de change avec un coefficient d'ordre de 0,95 ce qui peut signaler un risque potentiel de multi colinéarité dans les estimations économétriques ultérieures.

En revanche, cette matrice met en évidence que, contrairement à l'inflation qui représente une corrélation négative et modérée (-0,3279) avec le PIB, l'ouverture commerciale qui est à l'ordre d'une valeur de (-0,095) proche de zéro, indique l'absence d'une relation linéaire significative avec ce dernier dans le cas de l'Algérie.

En définitive, il convient de souligner que la corrélation ne permet pas d'établir des liens de causalité. Par conséquent, le recours à des modèles économétriques plus avancés comme le modèle ARDL développé par M. Hashem pesaran et ses collaborateurs, s'avère nécessaire afin d'analyser les relations dynamiques de court et de long terme entre les IDE et la croissance économique.

4.2 Analyse de la stationnarité des séries

L'analyse de la stationnarité des séries constitue une étape clé avant toute estimation économétrique, surtout pour les modelés de type Ardle but principal de ce test est de déterminer si les variables sont stationnaires, c'est-à-dire si leurs caractéristiques si leurs propriétés statistiques restent constantes dans le temps. Une série non stationnaire peut conduire à des résultats de régression fallacieux.

Pour cela, nous utilisons le test de Dickey-Fuller augmente (ADF), base sur les hypothèses suivantes :

H0 (hypothèses nulle) : la série est non stationnaire.

H1 (hypothèse alternative) : la série est stationnaire.

Au seuil de signification de 5%, si la Prob<5%, on rejette l'hypothèse nulle H0 et on accepte H1(la série est stationnaire). En revanche, si la Prob>5%, on ne rejette pas H0, ce qui signifie que la série est non stationnaire.

Tableau 7: Test de Dickey-Fuller augmenté (ADF)

ADF		**Level**	**First Différence**
		Prob	**Prob**
Ln (PIB)	**Intercept**	**0,5911**	**0,0000*** **
Ln (IDE)	**Intercept**	**0,0075*** **	
Ln (INF)	**Intercept**	**0,0275*** **	**0,0000*** **
Ln (TC)	**Intercept**	**0,884**	**0,0000*** **
Ln (TO)	**Intercept**	**0,017*** **	**0,0000*** **

***: significatif au seuil de 1% **: significatif au seuil de 5%

Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12

L'analyse de la stationnarité des séries a été effectuée à l'aide du test de Augmented Dickey-Fuller test, sous différentes spécifications. Les résultats montrent que la variables la croissance économique (PIB) n'est pas stationnaire en niveau (p-values >5%), mais devient stationnaire en première différence au seuil de 1%, indiquant une intégration d'ordre un I (1).

Concernant Investissement Direct Etranger (IDE), la p-value au niveau est de 0,0075, inférieure à 1% indiquant que la série est stationnaire en niveau. I (0)

La variable Inflation (INF) est stationnaire en niveau au seuil de 5% (p-value=0,0275). Elle est donc considérée comme intégrée d'ordre zéro, I (0).

Pour taux de change (TC) est stationnaire en niveau (0,884) indique une non-stationnarité. Cependant, la série devient stationnaire en première différence au seuil de 1%, ce qui signifie qu'elle est intégrée d'ordre un, I (1).

Enfin, le variable ouverture commerciale (TO) présente une p-value de 0,017 en niveau, inferieure a 5%, ce qui indique qu'elle est stationnaire en niveau.), ce qui indique qu'il est intégré d'ordre zéro (0).

Les résultats montrent que les variables utilisées dans cette étude sont intégrées d'ordre différents : certains sont I (0) (IDE, INF, TO) tandis que d'autres sont I (1) (PIB, TC).

Cette combinaison d'ordres d'intégration justifie l'utilisation du modèle ARDL, qui présente l'avantage de pouvoir être applique indépendamment du fait que les variables soient intégrées d'ordre zéro ou un.

Ainsi, le modèle ARDL apparait comme une approche appropriée pour analyser la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique, tout en tenant compte des dynamiques de court et de long terme.

4.3 Estimation générale du Modelé (Long et court terme)

Dans le cadre de cette étude appliquée au cas de l'allergie, nous avons procède à l'estimation du modèle ARDL afin d'analyser la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique (PIB), tout en intégrant les variables de contrôle, à savoir l'inflation (INF), le taux de change (TC), et l'ouverture commerciale (TO).

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation générale du modèle ARDL.

Tableau 8: Estimation générale du modèle ARDL

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LN-PIB (-1)	0.795732	0.053362	14.91206	0.0000
LN-IDE	-0.014173	0.010110	-1.401929	0.1749
LN_IDE (-1)	0.031414	0.010703	2.935154	0.0077
LN_IDE (-2)	0.002265	0.009791	0.231308	0.8192
LN-IDE (-3)	-0.017323	0.009127	-1.897887	0.0709
LN-IDE (-4)	0.020903	0.006570	3.181455	0.0043
LN-INF	0.056400	0.029809	1.892054	0.0717
LN-INF (-1)	0.038141	0.029104	1.310532	0.2035
LN-TC	0.987543	0.074746	13.21203	0.0000
LN-TC (-1)	-0.841805	0.110171	-7.640898	0.0000
LN-TC (-2)	0.004031	0.092186	0.043730	0.9655
LN-TC (-3)	-0.142235	0.096882	-1.468124	0.1562
LN-TC (-4)	0.279765	0.096073	2.911997	0.0081
LN-TO	0.012361	0.092824	0.133172	0.8953
LN-TO (-1)	-0.150695	0.096882	-1.555461	0.1341
LN-TO (-2)	-0.025927	0.102655	-0.252567	0.8029
LN-TO (-3)	-0.053063	0.106521	-0.498148	0.6233
LN-TO (-4)	0.251105	0.098308	2.554255	0.0181
C	0.974666	0.215543	4.521912	0.0002
R-squared	0.998850			
Adjusted R squared	0.997909			

Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12

Interprétations des résultats :

Le modèle ARDL met en évidence une forte persistance de la croissance économique en Algérie, puisque le coefficient du PIB retarde est positif et hautement significatif (0.795732 ; p=0.0000). Ce résultat confirme les analyses de Solow (1956) et Barro (1991) selon lesquelles la croissance dépend fortement de son niveau passe.

Concernant l'Investissement Direct Etranger (IDE), l'effet contemporain est négatif et non significatif (-0.014173 ; p=0.1749), mais les retards deviennent significatifs à certaines périodes notamment LN_IDE (-1) = 0,031414 (p = 0,0077) et LN_IDE (-4) = 0,020903 (p = 0,0043). Cela indique un impact diffère de l'l'Investissement Direct Etranger (IDE) sur la croissance, ce qui conforme à Borensztein, De Gregorio et Lee (1998) et Alfaro et al. (2004).

L'inflation (INF) reste faiblement significative (0.056400 ; p=0.0717), indiquent un impact limité sur la croissance, comme l'ont montré Mallik et Chowdhury (2001).

Le taux de change (TC) est fortement significatif, avec un effet positif important (0.987543 ; p=0.0000) mais aussi des effets retardes contrastes, confirmant Edwards (1989) et Razin et Collins (1997).

L'ouverture commerciale est non significative à court terme mais devient positive et significative a retard 4 (0.251105 ; p=0.0181), ce qui rejoint Sachs et Warner (1995)

Enfin, le modèle est très robuste avec un R-squared de 0.998850 et un Adjusted R-squared de 0.997909 indiquant que près de 99% des variations de PIB sont expliquées par les variables du modèle.

4.3.1 Test de cointégration (Test de Bounds)

L'objectif de ce test est de vérifier l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre les variables du modèle, dans le cadre de l'approche ARDL. En effet, le test des bornes permet de déterminer si les variables évoluent conjointement à long terme, malgré la présence de fluctuations à court terme, et ce indépendamment de leur ordre d'intégration I (0) ou I (1). Le tableau ci-dessous présente les résultats obtenus.

Tableau 9 : Test de Bounds

Test de Bounds**Signification**	**I0 Bound**	**I1 Bound**
10%	2.2	3.09
5%	2.56	3.49
2.5%	2.88	3.87
1%	3.29	4.37*
F-statistic=11.99245		

Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12.

Hypothèses du test de Bounds :

H0 : Absence de relation de cointégration entre les variables (pas de relation de long terme)

H1 : Existence de relation de cointégration entre les variables (présence d'une relation de long terme)

Les résultats du test de Bounds (Bounds Test) montrent que la statistique de Fisher calculée (F-statistic = 11,99245) est largement supérieure aux valeurs critiques des bornes inferieure I (0) et supérieure I (1), et ce aux seuils de 10%,5%,2,5% et 1%.

Par conséquent, l'hypothèse nulle (H0) d'absence de relation de long terme est rejetée au seuil de 1%. Cela implique l'acceptation de l'hypothèse alternative (H1), confirmant ainsi l'existence d'une relation de cointégration entre les variables de l'étude.

4.4 Etude de la relation de court et de long terme

Cette partie analyse la relation entre les variables explicatives et la croissance économique en distinguant les effets de court terme et de long terme à travers le modèle ARDL.

4.4.1 Estimation de la relation long terme

La confirmation d'une relation de cointégration met en évidence l'existence d'un équilibre de long terme entre le produit intérieur brut (PIB) et les variables explicatives, justifiant ainsi l'estimation du modèle afin d'en quantifier les effets et d'en analyser les implications économiques, comme le montrent les résultats présentés dans le tableau suivant :

Tableau 10: Estimation de la relation long terme

Variable	Coefficient	Std.Error	t-Statistic	Prob
Ln IDE	0.113017	0.052335	2.159515	0.0420
Ln INF	0.462831	0.148739	3.111703	0.0051
Ln TC	1.406482	0.133381	10.54485	0.0000
Ln TO	0.165371	0.515637	0.320713	0.7515
C	4.771512	0.530483	8.994648	0.0000

EC=LN_PIB -(0.1130*LN_IDE+0.4628*LN_INF+1.4065*LN_TC+0.1654*LN_TO+4.7715)

Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12

L'explication des variables explicatives de la variable dépendante (PIB) se présentent comme suit :

- **L'investissement direct étranger (IDE) :** La lecture des résultats du tableau N°3 démontrent que le flux d'IDE a un impact positif et significatif sur la croissance économique en Algérie durant la période d'étude. L'augmentation de 1% des flux d'IDE entraine une augmentation de 11,30 %du PIB, ce qui confirme le rôle moteur de l'investissement étranger

dans la dynamique économique nationale. Ce résultat s'explique par le fait que l'implantation des entreprises étrangères en Algérie favorise la création de nouveaux projets productifs, stimule la production nationale et génère des emplois, contribuant ainsi à l'accroissement du revenu global. De plus, les IDE permettent un transfert de technologies modernes, de compétences managériales et de savoir-faire, offrant aux entreprises locales l'opportunité d'améliorer leur efficacité et leur compétitivité. Dans le cas algérien, ces apports sont particulièrement importants pour soutenir la diversification économique hors hydrocarbures. Par ailleurs, la présence des firmes multinationales peut renforcer les capacités exportatrices du pays, améliorer la balance commerciale et intégrer davantage l'Algérie dans les échanges internationaux. Ainsi, ce résultat est conforme à la littérature économique ainsi qu'aux résultats de certaines études empiriques comme Belloumi (2014) qui a expliqué que les investissements directs étrangers constituent un levier essentiel de la croissance durable lorsqu'ils sont accompagnés d'un climat d'affaire favorables et d'une politique économique efficace.

- **L'inflation (INF) :** La relation estimée est positive et statistiquement significative (p=0,0051), ce qui signifie une hausse de 1% d'inflation, conduite à long terme a une hausse du PIB environ 46,28%.

En effet, dans un contexte où la demande intérieure demeure un moteur essentiel de l'activité économique, une inflation modérée peut refléter une hausse de la consommation, de l'investissement et de la circulation monétaire, facteurs favorables à l'expansion de la production nationale. En Algérie, l'augmentation des prix peut également être liée à l'accroissement des dépenses publiques, au lancement de projet d'infrastructure, ou à la hausse des revenus distribués, ce qui soutient directement l'activité économique en Algérie et stimule le PIB.

Bien que ce résultat soit surprenant est en désaccord avec les études antérieures qui peut être interpréter à la lumière de l'approche de l'approche de James Tobin (1965), selon laquelle une inflation modérée peut dans certains cas influencer positivement l'allocation des ressources. En effet, la hausse du niveau générale des prix peut inciter les agents économiques à réduire la détention de liquidités au profit de l'investissement productif. Cette réallocation des portefeuilles vers des actifs productifs favorise l'accumulation du capital, stimule la production et contribue ainsi à la croissance économique (Tobin, 1965). Par ailleurs, les résultats du modèle ARDL suggèrent que l'inflation joue un rôle dans la dynamique de l'activité économique, notamment à travers son impact sur le processus d'accumulation du capital.

- **Le taux de change (TC) :** La corrélation entre le PIB et l'indice de change demeure positive et très significative. Ce résultat peut s'expliquer par le fait qu'un taux de change favorable améliore le pouvoir d'achat externe du pays et facilite l'importation des biens d'équipements, des technologies et des intrants nécessaires au développements des secteurs productifs. Dans le cas de l'Algérie ou une partie importante des équipements industriels et des matières intermédiaires provient de l'étranger, cette situation permet de soutenir l'investissement, d'améliorer les capacités de production et de stimuler la croissance économique.

  Par ailleurs, la stabilité du taux de change contribue à rassurer les investisseurs, à limiter l'incertitude économique, et à favoriser les décisions d'investissement à long terme. Elle peut également encourager les échanges extérieurs et renforcer l'intégration de l'Algérie dans l'économie mondiale. Ainsi, ce résultat confirme que la gestion du taux de change constitue un levier stratégique pour soutenir la croissance économique algérienne notamment dans une économie en transition cherchant à diversifier ses sources de revenu hors hydrocarbures.

  Ce constat rejoint les conclusions de Benadda, Taibi, B., Lamri, K., Ghedjati, A. et Almi, H., qui soulignent également l'importance du taux de change dans l'explication de la croissance économique en Algérie.
- **L'ouverture commerciale (TO) :** Les coefficients estimés de la relation à long terme montrent que le degré d'ouverture commerciale impacte d'une manière positive mais statistiquement non significative sur la croissance économique en Algérie. Une augmentation de 1% du taux d'ouverture commerciale entraine une hausse de 16,54%du PIB, bien que cette relation ne soit pas validée statistiquement au seuil conventionnel, mais elle demeure économiquement intéressante, ce qui est en accord avec les travaux antérieurs notamment ceux de Benhabib et Adair (2018) ainsi que de Kaci et Bouyacoub (2020).

  L'absence de significativité statistique peut s'expliquer par les spécificités structurelles de l'économie algérienne, caractérisée par une forte dépendance aux importations, une concentration des exportations sur les hydrocarbures et une diversification encore limitée de l'appareil productif. Dans ce contexte, les gains potentiels du commerce extérieur sur la croissance restent partiellement contraints, ce qui réduit l'impact mesurable de cette variable à long terme dans le modèle économétrique.

  Cependant, sur le plan concret, l'ouverture commerciale peut influencer positivement le PIB en facilitant l'accès aux marchés internationaux, aux technologies modernes, aux équipements productifs et aux intrants nécessaires au développement industriel. Dans le cas de l'Algérie, elle permet également de stimuler la concurrence, d'améliorer l'efficacité des entreprises locales et d'encourager les investissements orientés vers l'exportation. Si elle est

accompagnée de politiques de diversification économique et de renforcement de la production nationale, l'ouverture commerciale peut devenir un véritable levier de croissance durable.

4.4.2 Estimation de la relation à court terme

Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'estimation du modèle à court terme :

Tableau 11: Résultats relatifs à l'estimation du modèle ECM

Variable	Coefficient	Std.Error	t-Statistic	Prob
D(LN_IDE)	-0,014173	0,006653	-2,130208	0,0446
D (LN_IDE (-1))	-0,005844	0,006774	-0,862814	0,3975
D (LN_IDE (-2))	-0,003580	0,005693	-0,628763	0,5360
D (LN_IDE (-3))	-0,020903	0,005515	-3,790406	0,0010
D (LN_INF)	0,056400	0,020739	2,719483	0,0125
D(LN_TC)	0,987543	0,056268	17,55071	0,0000
D (LN_TC (-1))	-0,141561	0,058247	-2,430342	0,0237
D (LN_TC (-2))	-0,137530	0,058970	-2,332202	0,0292
D (LN_TC (-3))	-0,279765	0,061082	-4,580120	0,0001
D(LN_TO)	0,012361	0,065919	0,187526	0,8530
D (LN_TO (-1))	-0,172114	0,069849	-2,464076	0,0220
D (LN_TO (-2))	-0,198041	0,073086	-2,709719	0,0128
D (LN_TO (-3))	-0,251105	0,073043	-3,437761	0,0023
CointEq (-1)	-0,204268	0,021737	-9,397234	0,0000
R-squared	0,948274			
Ajusted R-squared	0,923368			

Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12

- **Interprétation des résultats**

Le modèle estime apparait globalement très satisfaisant sur le plan statistique, comme l'indique la valeur élevée du coefficient de détermination R^2=0,948274, ce qui signifie que près de 94,82% des variations de la variable dépendante sont expliquées par les variables inclues dans le modèle. De plus, le coefficient de détermination ajuste R^2 ajuste= 0,923368 confirme la qualité de l'ajustement, en

tenant compte du nombre de variable explicatives, ce qui traduit une forte capacite explicative du modèle et une bonne pertinence des variables retenues.

Le terme CointEq (-1) correspond au résidu retarde de l'équation d'équilibre de long terme. Son coefficient estimé est négatif (-0,204268) et hautement significatif au seuil de 1% (p=0,0000), confirmant ainsi l'existence d'un mécanisme a correction d'erreur. Ce coefficient, qui exprime le degré avec lequel le PIB est rappelé vers sa trajectoire d'équilibre de long terme après un choc, indique que près de 20,42% des déséquilibres sont corriges chaque période, traduisant ainsi un ajustement relativement modéré mais statistiquement robuste vers l'équilibre de long terme dans le cadre du modèle ARDL.

Les résultats des estimations de court terme montrent que la dynamique du PIB dépend significativement de l'investissement direct étranger (IDE), de l'inflation, du taux de change et de l'ouverture commerciale. En effet, l'IDE exerce un effet négatif et significatif sur le PIB à court terme (coefficient=-0,014173 ; p=0,0446), soit au seuil de 5%, et cet effet devient également négatif et plus marque à la troisième période (coefficient=-0,020903 ; p=0,0010), significatif au seuil de 1%, Ce résultat est cohérent avec les travaux de Carkovic Maria et Levine Ross(2002), qui soulignent que les IDE n'ont pas toujours un effet immédiat positif sur la croissance en raison des délai d'ajustement et de la faible capacite d'absorption. De même, Meschi Pierre -Xavier (2006) explique que dans les économies en développement, les IDE peuvent produire des effets limites ou négatifs à court terme en raison d'une interaction insuffisante dans l'économie locale.

L'inflation influence positivement la croissance économique à court terme (coefficient=0,056400 ; p=0,0125), significative au seuil de 5%, ce qui rejoint les conclusions de Fischer Stanley (1993), selon lesquelles une inflation modérée peut stimuler la demande globale et soutenir l'activité économique. De même, le taux de change exerce un effet positif très important et hautement significatif sur le PIB (coefficient=0,987543 ;0=0,0000), significatif au seuil de 1%, traduisant un impact immédiat fort sur l'activité économique. Toutefois, ses effets retardes deviennent négatifs et significatifs aux seuils de 5% et 1, indiquant des mécanismes d'ajustement économique après choc. Ce résultat est conforme à l'analyse de Krugman Paul (1987), qui montre que la dépréciation monétaire peut améliorer temporairement la compétitivité, avant de générer des effets négatifs lies à l'augmentation du coût des importations.

Enfin, l'ouverture commerciale n'a pas d'effet immédiat significatif sur le PIB (p=0,8530), mais ses coefficients retardes sont négatifs et significatifs (principalement au seuil de 5% et 1%), Ce résultat rejoint les travaux de Rodrik Dani (1998), qui souligne que l'ouverture commerciale ne garantit pas nécessairement une croissance à court terme, notamment en présence de contraintes structurelles.

4.5 Test de stabilité du modèle

Avant d'interpréter les résultats économétriques et de tirer des conclusions sur la relation entre les variables étudiées, il est essentiel de vérifier la stabilité du modèle estime. En effet, un modèle économétrique n'est fiable que si ses paramètres restent constants sur toute la période d'étude. Dans ce cadre, nous avons recours aux tests de stabilité, notamment les tests de CUSUM et CUSUMSQ, ainsi qu'aux tests de robustesse, afin d'évaluer la validité globale du modèle ARDL estime dans le cas de l'Algérie.

4.5.1 Test de CUSUM et CUSUMSQ

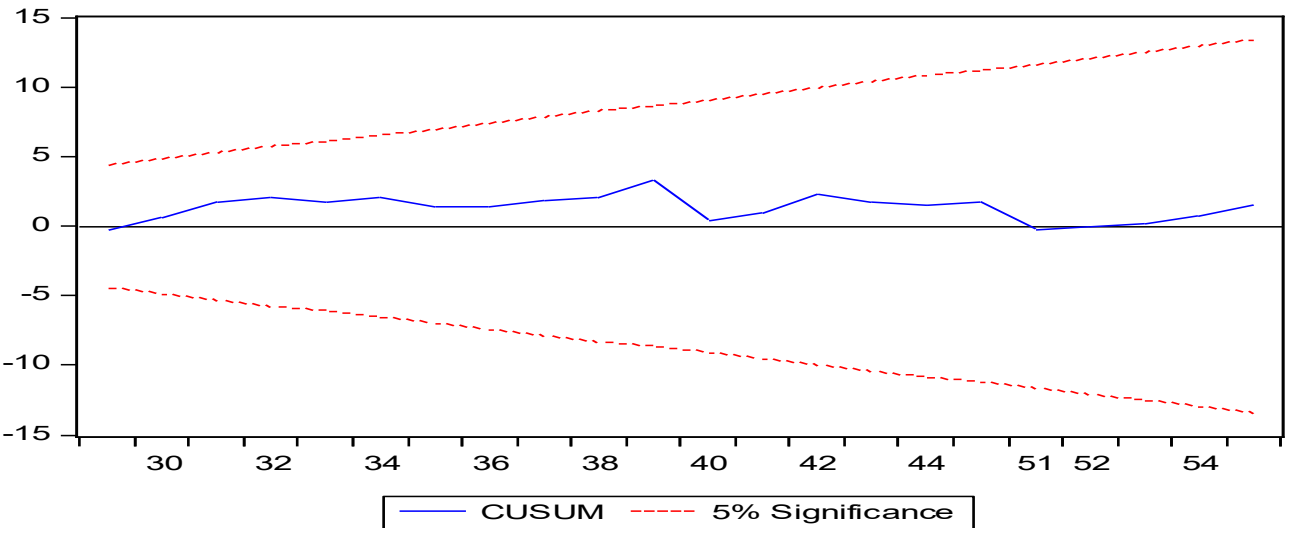
Pour vérifier que notre modèle est constant, nous utilisons les tests de CUSUM et de CUSUMSQ. Ces tests nous permettent de vérifier si les paramètres du modèle sont stables à long terme.

Les CUSUM se base sur la somme des résidus. Il trace la courbe de la somme cumulée des résidus, ainsi que les lignes critiques à 5 %. Si la courbe se trouve en dehors de la zone délimitée par les deux lignes critiques, cela signifie que les paramètres du modèle sont instables. Par contre, si la courbe se situe entre les deux lignes critiques, les paramètres sont stables.

La même procédure est appliquée pour réaliser le test CUSUMSQ, lequel est fonde sur la somme du carrée des résidus.

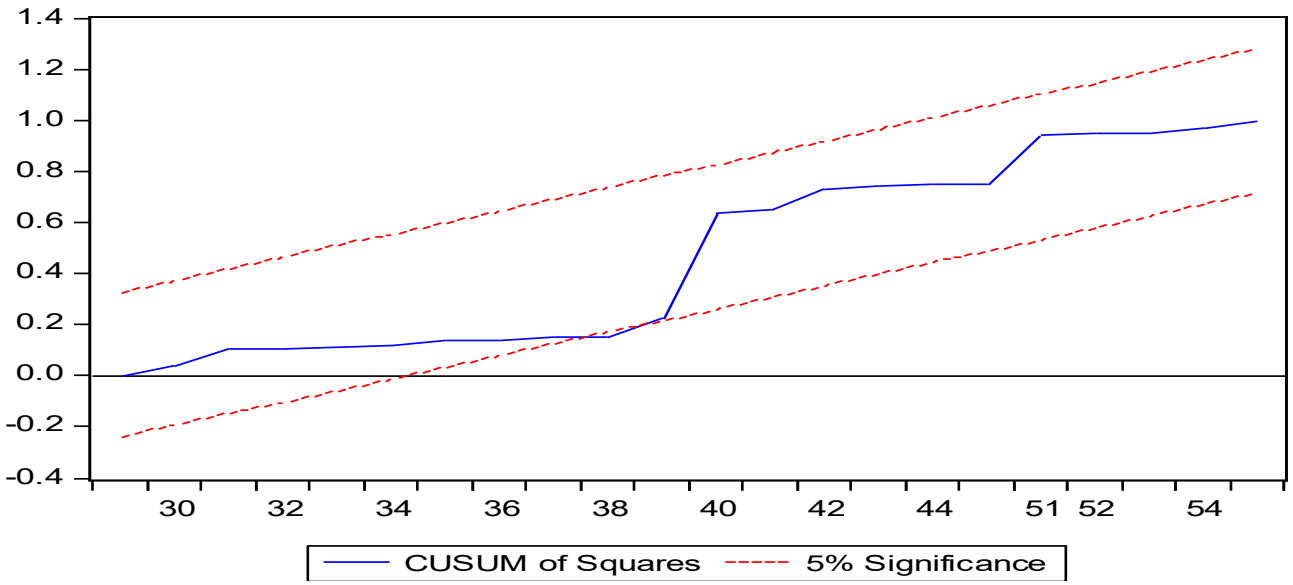
Par conséquent, les tests de CUSUM et CUSUMSQ montrent clairement la stabilité de la relation à long terme au cours de la période de l'estimation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique (PIB).

Figure 6 : Courbe de la somme cumulée des résidus (CUSUM)



Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12

Figure 7:Courbe de la somme cumulée des carrés du résidu (CUSUMQ)



Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12

4.5.2 Test de robustesse

Pour vérifier la validité de notre modèle et la pertinence des variables utilisées, nous avons procédé à des tests de robustesse, à savoir le test d'autocorrélation sérielle des erreurs de Breusch-Godfrey et le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey (Bourbonnais,2015).

Le tableau ci-dessous présente les résultats des différents tests de validité

Tableau 12: Test de validité

Test autocorrélation des erreurs de Breuch-Godfrey	
F-statistic: 2.477589 Obs*R-squared: 8.141089	Prob. F (2,20): 0,1093 Prob. Chi-Square (2): 0,0171
Test d'hétéroscédasticité de Breuch-Pagan-Godfrey	
F-statistic: 0.292274 Obs*R-squared: 7.912347	Prob. F (18,20): 0.9948 Prob. Chi-Square (18): 0.9799

Source : Elaboré par nos soins à travers le logiciel Eviews 12

Les résultats des tests de diagnostic montrent que le modèle estime est globalement valide. En effet, le test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey indique l'absence d'autocorrélation des erreurs au seuil de 5% (Prob.F=0,1093>0,05), ce qui signifie que les résidus sont indépendants.

De même, le test d'hétéroscédasticité de Breuch-Pagan-Godfrey montre que les résidus sont homoscédastiques, puisque les probabilités associées sont supérieures à 5% (Prob.F=0,9948 et Prob. Chi-Square=0.9799)

- **Synthèse des résultats**

Au terme de cette analyse, les différents tests économétriques effectues confirment la validité, la stabilité et la robustesse du modèle estime dans le cas de l'Algérie. Les tests de stabilité CUSUM et CUSUMSQ montrent que les paramètres du modèle demeurent stables sur l'ensembles de la période étudiée, ce qui indique que la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique (PIB) ne présente pas de rupture structurelle majeure.

En outre, les tests de diagnostic viennent renforcer ces résultats. Le test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey révèle l'absence d'autocorrélation des erreurs, ce qui signifie que les résidus sont indépendants. Par ailleurs, le test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey confirme l'homoscédasticité des résidus, traduisent une variance constante des erreurs.

Dans le cas de l'Algérie, ces résultats attestent que le modèle ARDL estime est économétriquement fiable et bien spécifie. Ainsi, les conclusions tirées concernant l'impact de l'IDE sur la croissance économique peuvent être considérées comme pertinentes et robustes, offrant une base solide pour l'analyse économique et les recommandations de politique économique.

Conclusion du chapitre

Dans le pays en développement comme l'Algérie, l'économie est peu diversifiée et repose fortement sur les ressources naturelles. C'est pourquoi l'investissement direct étranger est considère comme un élément clé pour stimuler la croissance économique. Il apporte du capital, des technologies et des emplois.

Nous avons mené une étude économétrique en utilisant le modèle ARDL pour évaluer l'impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique en Algérie pendant la période analysée (1970-2024). Les résultats montrent que, à long terme, l'investissement direct étranger, l'ouverture commerciale, le taux de change et l'inflation ont tous un effet positif sur la croissance économique. Cela signifie que les avantages de ces facteurs apparaissent progressivement, notamment grâce à l'accumulation de capital, l'augmentation de productivité, le transfert de technologie et une meilleure intégration dans l'économie mondiale.

Cependant, à court terme, l'investissement direct étranger a un impact négatif et significatif sur la croissance économique. Cela peut être attribue à des délais d'ajustement, des effets d'éviction et une intégration encore faible des investissements étrangers dans le secteur national. De plus, l'inflation et le taux de change montrent des effets positifs à court terme, même si certains effets retardes deviennent négatifs, reflétant des ajustements économiques.

La présence d'un mécanisme de correction d'erreur significatif prouve qu'il existe une relation d'équilibre à long terme entre les variables, avec une vitesse d'ajustement modérée vers cet équilibre.

Ces résultats sont dus à certaines contraintes structurelles de l'économie, comme une faible diversification du secteur productif et un faible niveau d'intégration des investissements étrangers dans l'économie nationale. Il est donc essentiel d'adopter des politiques économiques pour améliorer le climat des affaires, renforcer l'efficacité des investissements directs étrangers et mieux orienter les investissements vers des activités qui créent de la valeur ajoutée, afin d'optimiser leur rôle dans une croissance économique durable et inclusive.

Chapitre 05

Conclusion Générale

Après qu'il a été longtemps considéré comme une menace, surtout par les pays en voie de développement. L'investissement direct étranger prend de plus en plus d'ampleur, devenant de nos jours, l'un des enjeux de concurrence et de rivalité entre les différents pays où chacun veut attirer le maximum de ces investissements et ce, vu leurs retombées positives en matière de transfert des technologies des capacités d'innovation et des pratiques d'organisation et de gestion, plus particulièrement de croissance et de développement économique.

Néanmoins, ces flux différents d'un pays à l'autre, ce qui repose essentiellement sur un ensemble de déterminants qui influencent le choix des firmes multinationales pour leur implantation, notamment, en termes de stabilité politique, de dynamisme économique, de qualité des infrastructures et de niveau de capital humain.

Ainsi, certains pays parviennent à attirer davantage d'IDE, tandis que d'autres, à l'instar de l'Algérie qui est obligé d'introduire des processus de réformes visant à améliorer le climat des affaires apparait indispensable. Par ailleurs, pour que les IDE contribuent pleinement au développement et à la croissance économique, les pays d'accueil doivent adopter des politiques d'attraction cohérentes, fondées sur une logique de partenariat mutuellement bénéfique « gagnant-gagnant ».

Dans ce contexte, la question de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie suscite un intérêt particulier, dans un environnement marqué par la recherche d'une croissance durable et diversifiée. Il apparait ainsi essentiel d'analyser le rôle des IDE dans la dynamique économique nationale et leur contribution au développement du pays. C'est dans cette perspective que s'inscrit notre recherche, qui vise à étudier l'impact des investissements directs étrangers (IDE) sur la croissance économique algérienne durant la période allant de 1970 à 2024.

L'objectif de notre mémoire était de répondre à la problématique suivante : **« Dans quelle mesure les investissements directs étranger contribuent-ils à stimuler la croissance économique en Algérie ?**? », à travers une approche mixte descriptive, analytique économétrique

Pour répondre à la problématique principale, ce mémoire est structuré en cinq chapitres**,** comprenant une introduction générale et une conclusion générale, encadrant trois chapitres centraux consacrés respectivement à la revue de littérature, à la méthodologie de recherche, ainsi qu'à l'analyse et la discussion des résultats.

Le premier chapitre constitue une introduction générale, dans laquelle nous avons présente les motifs du choix du sujet, la problématique, les sous-questions, les hypothèses de recherche, ainsi que les objectifs du travail. Ce chapitre expose également la méthodologie adoptée et le plan de travail suivi tout au long de ce mémoire.

Le deuxième chapitre a été comme objectif d'exposer une revue de littérature entre les flux d'IDE et la croissance économique. Par ailleurs, nous avons présentés en premier lieu les fondements théoriques et conceptuels de l'investissement direct étranger, en passant par les différentes définitions citées par les organisations mondiales, les structures, les caractéristiques et l'attractivité des flux, ainsi qu'en traçant ses premières traces, son évolution historique en Algérie, et ses théories explicatives.

En second lieu, nous avons approfondi la notion de la croissance économique, en soulignant son importance dans les stratégies de développement des pays ainsi que les principaux indicateurs permettant de la mesurer tels que le PIB ou le taux de croissance. Ce chapitre a ainsi permis de poser des bases théoriques nécessaires pour analyser la croissance économique, ses modèles traditionnels tel que La division internationale d'Adam Smith (1776), ainsi que ses différents facteurs. Ce chapitre a mis également en lumière la relation entre les IDE et la croissance économique dans un contexte algérien.

Le troisième chapitre a été consacré sur l'étude du cadre méthodologique de notre recherche, pour ce faire on a débuté notre chapitre par une présentation détaillée de l'organisme d'accueil, incluant la définition de choix des variables et les sources des données reconnues telles que La Banque d'Algérie, La Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Par ailleurs, le cœur de ce chapitre est la présentation du modèle ARDL (Auto-Regressive Distributed Lag) qui a soutenu l'ensemble de l'analyse empirique.

Quant au quatrième chapitre, qui constitue l'essence de notre travail, il consiste à la modélisation empirique ainsi qu'à l'interprétation économique des résultats obtenus dans l'étude de l'impact des investissements directs étrangers sur la croissance économique en Algérie en mobilisant un modèle d'Auto-Régressif à Retards Distribués (ARDL). L'analyse a été reposé sur des données couvrant la période 1970-2024 et a intégré comme variables explicatives l'investissement direct étranger, le taux d'inflation, le taux de change et l'ouverture commerciale, tandis que le PIB représentait la variable dépendante. Après avoir vérifié la non-stationnarité des séries à l'aide des tests ADF, puis confirmé la présence d'une cointégration par le test de Bounds, nous avons estimé les relations de long et de courts termes.

Principaux résultats et Tests des hypothèses

- Les résultats de l'estimation montrent que les investissements directs étrangers (IDE) exercent un impact positif sur la croissance économique en Algérie à long terme, avec un coefficient estime à (0,113), traduisant leur contribution à l'accroissement du revenu global et à la stimulation de production nationale. En revanche, à court terme les IDE présentent un impact négatif et significatif sur la croissance économique avec un coefficient de (-0,014) ce qui peut s'expliquer par l'existence de délais d'ajustement et de contraintes structurelles limitant leurs

effets immédiats. On peut résumer ces résultats par le fait que les retombées positives des IDE apparaissent principalement sur le long terme. De ce fait, nous pouvons conclure que **la première hypothèse (H1) est partiellement confirmée**, dans la mesure ou les IDE exercent un effet positif à long terme mais un effet négatif à court terme sur la croissance économique en Algérie.

- Les résultats obtenus montrent que l'ouverture commerciale exerce un effet positif sur la croissance économique en Algérie à long terme, avec un coefficient estime de (0,165). Toutefois, cet impact demeure statistiquement non significatif (Prob=0,7515>0,05), ce qui indique que l'effet de l'ouverture commerciale reste limite sur le long terme. A court terme, les résultats du modèle ECM montrent un effet négatif et significatif de l'ouverture commerciale sur la croissance économique avec un coefficient de (-0,172), ce qui traduit l'existence de contraintes d'ajustement à court terme. Ainsi, nous pouvons conclure que **la deuxième hypothèse (H2) est partiellement confirmée**, car l'effet est positif mais non significatif à long terme et négatif à court terme.
- Les résultats de l'estimation révèlent que le taux de change et le taux d'inflation constituent des variables de contrôle pertinentes influençant la croissance économique en Algérie. A long terme, le taux d'inflation exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique avec un coefficient de (0,056), tandis que le taux de change présente un effet globalement négatif sur la croissance économique avec un coefficient de (-0,141), traduisant des ajustements conjoncturels. Toutefois, l'effet positif de l'inflation peut s'expliquer par les spécificités de l'économie algérienne, ou l'inflation reste globalement modérée et contrôlée sur la période étudiée. Ainsi, ces résultats montrent que les variables macroéconomiques jouent un rôle déterminant dans la dynamique de la croissance économique en Algérie, et **confirment la troisième hypothèse (H3).**

Recommandations

A la lumière des résultats obtenus, cette étude permet de formuler un ensemble de recommandations stratégiques visant à renforcer le rôle des investissements directs étrangers (IDE) dans la dynamisation de la croissance économique en Algérie.

- D'abord, il est recommandé au gouvernement algérien, en coordination avec le ministère des finances et le Ministère de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement d'opérer une transition d'une logique d'attraction quantitative des IDE vers une approche sélective et stratégique, en ciblant prioritairement les investissements à forte valeur ajoutée, notamment dans les secteurs à potentiel tels que l'industrie manufacturière, le numérique et les énergies renouvelables. Cette orientation permettrait de favoriser un véritable transfert de technologie,

de développer les capacités productives locales et une insertion efficace de l'économie algérienne dans les chaines de valeur mondiales.

- Ensuite, la banque d'Algérie devrait renforcer la gouvernance économique qui constitue un levier fondamental. Il s'agit d'instaurer un environnement institutionnel stable, transparent et prévisible, notamment à travers la simplification et la digitalisation des procédures administratives, ainsi que la sécurisation juridique des investissements. Cela contribuerait à réduire significativement le risque perçu par les investisseurs étranger.
- Par ailleurs, les autorités algériennes, notamment le gouvernement en coordination avec le ministère de l'Industrie et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, devraient maximiser les effets d'entrainement des IDE en mettant en place des politiques actives de spillovers technologiques. Cela passe par la promotion de partenariats stratégiques entre firmes multinationales implantées en Algérie et entreprises locales, ainsi que par la création de clusters industriels et de pôles d'innovation favorisant la diffusion des connaissances, l'apprentissage technologique et le développement des capacités productives nationales.
- Enfin, les autorités algériennes, en particulier le ministère des Finances, le ministère de l'Industrie et la Banque d'Algérie, devraient accorder une priorité à la modernisation du système national d'information économique et d'investissement s'impose comme une priorité. La mise en place de plateformes numériques centralisées, fiables et accessibles permettrait non seulement d'assurer un suivi en temps réel des flux d'IDE, mais également d'améliorer l'évaluation de leur impact macroéconomique, facilitant ainsi la prise de décision publique fondée sur des données précises.

Limites de l'étude

Bien que cette étude ait permis de dégager des résultats intéressants sur le lien entre les investissements directs étrangers (IDE) et la croissance économique en Algérie, elle présente néanmoins certaines limites. En effet, la principale contrainte rencontrée concerne la disponibilité des données ainsi que les difficultés d'accès à certaines sources internationales. Malgré le recours a plusieurs bases de données nationales et internationales, l'aces a certains sites internationaux spécialises n'a pas toujours permis d'obtenir des séries complètes et homogènes couvrant l'ensemble de la période d'étude. Cette limitation a particulièrement concerné la variable des IDE, pour laquelle les données disponibles demeurent parfois fragmentées ou incomplètes selon les sources. Par conséquent, ces contraintes liées à la collecte et a l'accès aux données peuvent influencer dans une certaine mesure, la cohérence des séries statistiques ainsi que la robustesse des résultats empiriques.

Perspectives futures

Pour combler aux insuffisances de notre modeste travail de recherche, nous proposons pour les futurs étudiants : Approfondir l'analyse en intégrant des variables explicatives susceptibles d'influencer la croissance économique, telles que le capital humain, le développement financier ou encore les infrastructures, afin d'obtenir des résultats plus complets et plus robustes sur l'impact des IDE. Réaliser des études comparatives entre différents pays en développement ou entre groupes de pays (pays riches en ressources naturelles et pays diversifies), afin de mieux situer le cas étudie et de mettre en évidence les spécificités structurelles de l'économie analysée.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

- Abbasi, N., Motavasseli, M., & Mohammadi, S. (s.d.). Economic growth as a nonlinear and discontinuous process. *Iranian Economic Review, 9*(10).
- Abel, A. (1983). Optimal investment under uncertainty. *American Economic Review, 73*(1).
- Adeniyi, O., Omisakin, O., Egwaikhide, F., & Oyinola, A. (2012). Foreign direct investment, economic growth and financial sector development in small open developing economies. *Economic Analysis & Policy, 42*(1), pp. 105-127.
- Affile, B., & Gentil, C. (2010). *Les grandes questions de l'économie contemporaine.*
- Affile, B., & Gentil, C. (2010). *Les grandes questions de l'économie contemporaine.*
- Agell, J., Lindh, T., & Ohlsson, H. (1997). Growth and the public sector: A critical review essay. *European Journal of Political Economy*.
- Agostino, S., Deubel, P., Montoussé, M., & Renouard, G. (2002). *Dictionnaire des sciences économiques & sociales.* Bréal.
- Agrawal, G., & Khan, M. (2011). Impact of FDI on GDP growth: A panel data study. *European Journal of Scientific Research, 57*(2), pp. 257-264.
- Aitken, B., & Harrison, A. (1999). Do domestic firms benefit from direct foreign investment? *American Economic Review, 89*(3), pp. 605-618.
- Andreff, W. (1996). *Les multinationales globales.* La Découverte.
- Anwar, S., & Nguyen, L. (2010). Do domestic firms benefit from direct foreign investment? *American Economic Review, 89*(3), pp. 605-618.
- Arrous, J. (1999). *Les théories de la croissance.* Éditions du Seuil.
- Barro, R. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy.*
- Bassanini, A., & Scarpetta, S. (2001). Les moteurs de la croissance dans les pays de l'OCDE : analyse empirique sur des données de panel. *Revue économique de l'OCDE, 33*(2), 13.
- Bellataf, M. (2010). *Économie du développement.* OPU.
- Benachenhou, A. (2004). *la mondialisation maîtrisée.* Impression Autographe.
- Benachenhou, A. (2006). *Les nouveaux investisseurs.* Alpha Design.

- Bigues, D. L.-A. (s.d.).
- Blomström, M., & Kokko, A. (1997). *How foreign investment affects host countries.*
- Borenztein, E., De Gregorio, J., & Lee, J.-W. (1998). How does foreign direct investment affect economic growth? *Journal of International Economics, 45*, pp. 115-135.
- Bosworth, B., Collins, S., & Reinhart, C. (1999). Capital flows to developing economies. *Brookings Papers on Economic Activity, 1999*(1), pp. 143-180.
- Boualam, F. (2010). L'investissement direct éranger le Cas de l'Algéie. 112. Université Montpellier.
- Bouzar, C. T. (s.d.). L'investissement direct étranger etles transferts detechnologie versles pays d'Afrique: cas de l'Algerie. 4. Universite Mouloud Mammeri de Tizi ouzou.
- Buckley, P., & Casson, M. (1976). *The future of the multinational enterprise.* MacMillan Press.
- CNUCED. (2004). *Examen de la politique de l'investissement : Algérie.*
- CNUCED. (2004). *Examen de la politique de l'investissement en Algérie.* New York: Conférence des Nation Unies sur le commerce et le developpement.
- CNUCED. (2005). *Evolution des capacités de promotion des investissements de l'ANDI.* Algérie: CNUCED.
- CNUCED. (2007). *Sociétés transnationales et développement.*
- CNUCED. (2010). *Investir dans une économie à faible intensité de carbone.*
- CNUCED. (2011).
- development, O. f.-o. (2008). *Benchmark definition of foreign direct investment(4th ed.).* Paris.
- DIEMER. (s.d.). *La croissance économique.*
- Diemer, M. (s.d.). *La croissance économique.* IUFM Auvergne. Consulté le férier 22, 2026, sur http://www.oeconomia.net/private/cours/economiegenerale/CAPET/04.croissance.pdf
- Diemer, M. (s.d.). *La croissance économique.*
- Dunning, J. (1993). *Multinational enterprises and the global economy.* Addison-Wesley.
- Dunning, J. (1993). *Multinational Entreprises and the Global Economy.* Addison-Wesley.

- (2004). *Examen de la politique de l'investissement* . CNUCED, Algérie.
- GUERID, O. (2008, juin). L'investissement direct éranger en Algéie:Impacts, opportunité et entraves. *(3)*, 45-46. Biskra: Université de Biskra .
- HADDID&MOUALEK. (s.d.). les investissements directs érangers en Algérie de 2000-2013. Tizi Ouzou, l'université mouloud Mammeri .
- HADDID&MOUALEK. (s.d.). les investissements directs étrangers en Algérie de 2000 à 2013. tizi ouzou: l'université mouloud Mammeri.
- Huart, J.-M. (2003). *croissance et développement.* (Bréal, Éd.)
- Huart, J.-M. (2003). *Croissance et développement.* Bréal.
- Jean, P., & Michel , K. (2008). *Le management international* . Vuibert.
- Jean, P., & Michel, K. (2008). *Le management international.* Vuibert.
- KPMG. (2011). *Guide investir en Algérie.* institutionnel.
- Krugman&Obstfled. (2006). Economie internationale. (D. Boek, Éd.) 165.
- Krugman, P., & Obstfeld, M. (2006). *Économie internationale.* De Boeck.
- Kuznets, S. (1973). Modern economic growth: Findings and reflections. *American Economic Review, 63*(3), p. 247.
- Lacoste&Bigues. (2010).
- Lecaillon, J. (1972). *La croissance économique.* (Cujas, Éd.) Paris.
- Lecaillon, J. (1972). *La croissance économique.* Cujas.
- Lim, E. (2001). Determinants of, and the relation between, foreign direct investment and growth. *The summary of the recent literature*(WP/01/75).
- Markusen, J. (s.d.). The boundaries of multinational entreprises and the theory of international trade. *Journal of Economic Perspectives, 9*(2), 169-189.
- Messar, M. (s.d.). L'impact des IDE sur la croissance economique en Algerie:etude empirique(1970-2012). 40.
- Michalet, C.-A. (2004). *Mondialisation : la grande rupture.* La Découverte.
- Michalet, C.-A. (2004). *Mondialisation: la grande rupture* . La Découverte.

- Milelli, C. e. (1995). *Les firmes multinationales.* (Vuibert, Éd.)
- Mokhtari, F. (2009). Croissance endogène dans une économie en développement et en transition : Essai de modélisation, cas de l'Algérie. 7. Algérie: Université de Tlemcen.
- Mucchielli, J.-L. (1998). *Multinationales et mondialisation.* Economica.
- Muchielli, J.-L. (1998). *Multinationales et mondialisation.* Economica.
- Muet, P.-A. (1993, juin). Les théories contemporaines de la croissance. *Observations et diagnostics économiques*(45), p. 20.
- Narithe. (2011). institution et investissement,impact de l'environnement institutionnel sur l'entrée d'IDE au Cambodge. 95. Université lumiée Lyon 02.
- NSHUE M-MIKIME, A. (2012). *Modèle de croissance économique*, 3. Kinshasa.
- Oliver, W. (1994). *Les institutions de l'éonomie.* Paris: Inter editions.
- Paul&Maurice. (s.d.). *Interntional Economics.*
- Populaire, R. A. (2016). *Loi n°16-09 relative à la promotion de l'investissement.* Alger: Journal Officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire.
- R.Mekki. (2005). comportements strategiques des firmes et commerce international. 91. Université Maine.
- Sarah, B. (2014). Les deterinants de l'investissement direct etranger evidence empirique a partir des donnees de panel dans la region MENA. Universite de Tlemcen.
- *sdsd.* (s.d.).
- Smith, A. (2002). *Recherche sur la nature et les conditions de la richesse des nations : Les grands thèmes.* (J.-M. Tremblay, Éd.) Québec. Récupéré sur http://www.uqac.uquebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html
- Tobin, J. (1965). Money and economic growth. *Econometrica, 33*(4), 671-684. doi:https://doi.org/10.2307/1910352
- Venon, R. (1966). International investment and international trade in the product cycle.
- World Bank. (1999). *World Development Report 1999–2000.*
- World Bank. (2001). *Benefits and costs of international financial integration.*
- (s.d.). Consulté le 03 30, 2026, sur Ministère des Finances.: https://www.mf.gov.dz

- (s.d.). Consulté le mars 30, 2026, sur Ministère des Finances: https://www.mf.gov.dz
- (s.d.). Consulté le mars 30, 2026, sur La Direction Générale de la Prévision et des Politiques: https://www.dgpp.gov.dz

ANNEXES

Annexe 1 : *Statistiques descriptives des séries de l'étude*

	LN_PIB	LN_IDE	LN_INF	LN_TC	LN_TO
Mean	7.390268	0.772172	-2.794118	3.233599	-0.615859
Median	7.930322	2.708305	-2.813411	4.055378	-0.575356
Maximum	10.48538	5.296085	-1.148854	4.955850	0.593995
Minimum	3.179021	-10.66513	-5.809143	0.139762	-1.546423
Std. Dev.	2.319282	4.520271	0.871984	1.429691	0.309702
Skewness	-0.379855	-0.779604	-0.495117	-0.410916	0.318377
Kurtosis	1.825442	2.572400	4.325488	1.556404	7.286601
Jarque-Bera	4.321146	5.772525	6.045270	6.093628	41.47339
Probability	0.115259	0.055784	0.048673	0.047510	0.000000
Sum	391.6842	40.92511	-148.0882	171.3808	-32.64052
Sum Sq. Dev.	279.7116	1062.508	39.53851	106.2889	4.987609
Observations	53	53	53	53	53

Annexe 2 : *Matrice des corrélations*

	LN_PIB	LN_IDE	LN_INF	LN_TC	LN_TO
LN_PIB	1.000000	0.687761	-0.327947	0.959211	-0.095468
LN_IDE	0.687761	1.000000	-0.573402	0.693463	0.248544
LN_INF	-0.327947	-0.573402	1.000000	-0.390071	-0.154418
LN_TC	0.959211	0.693463	-0.390071	1.000000	-0.056847
LN_TO	-0.095468	0.248544	-0.154418	-0.056847	1.000000

Annexe 3 : *Estimation générale du modèle ARDL*

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LN_PIB(-1)	0.795732	0.053362	14.91206	0.0000
LN_IDE	-0.014173	0.010110	-1.401929	0.1749
LN_IDE(-1)	0.031414	0.010703	2.935154	0.0077
LN_IDE(-2)	0.002265	0.009791	0.231308	0.8192
LN_IDE(-3)	-0.017323	0.009127	-1.897887	0.0709
LN_IDE(-4)	0.020903	0.006570	3.181455	0.0043
LN_INF	0.056400	0.029809	1.892054	0.0717
LN_INF(-1)	0.038141	0.029104	1.310532	0.2035
LN_TC	0.987543	0.074746	13.21203	0.0000
LN_TC(-1)	-0.841805	0.110171	-7.640898	0.0000
LN_TC(-2)	0.004031	0.092186	0.043730	0.9655
LN_TC(-3)	-0.142235	0.096882	-1.468124	0.1562
LN_TC(-4)	0.279765	0.096073	2.911997	0.0081
LN_TO	0.012361	0.092824	0.133172	0.8953
LN_TO(-1)	-0.150695	0.096882	-1.555461	0.1341
LN_TO(-2)	-0.025927	0.102655	-0.252567	0.8029
LN_TO(-3)	-0.053063	0.106521	-0.498148	0.6233
LN_TO(-4)	0.251105	0.098308	2.554255	0.0181
C	0.974666	0.215543	4.521912	0.0002
R-squared	0.998850	Mean dependent var		7.707185
Adjusted R-squared	0.997909	S.D. dependent var		2.062247

Annexe 4 : *Test de Bounds*

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
		Asymptotic: n=1000		
F-statistic	11.99245	10%	2.2	3.09
k	4	5%	2.56	3.49
		2.5%	2.88	3.87
		1%	3.29	4.37
Actual Sample Size	41	Finite Sample: n=45		
		10%	2.402	3.345
		5%	2.85	3.905
		1%	3.892	5.173
		Finite Sample: n=40		
		10%	2.427	3.395
		5%	2.893	4
		1%	3.967	5.455

Annexe 5 : *Estimation de la relation long terme*

Levels Equation
Case 2: Restricted Constant and No Trend

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LN_IDE	0.113017	0.052335	2.159515	0.0420
LN_INF	0.462831	0.148739	3.111703	0.0051
LN_TC	1.406482	0.133381	10.54485	0.0000
LN_TO	0.165371	0.515637	0.320713	0.7515
C	4.771512	0.530483	8.994648	0.0000

EC = LN_PIB - (0.1130*LN_IDE + 0.4628*LN_INF + 1.4065*LN_TC + 0.1654 *LN_TO + 4.7715)

Annexe 6 *: Résultats relatifs à l'estimation du modèle ECM*

ECM Regression
Case 2: Restricted Constant and No Trend

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LN_IDE)	-0.014173	0.006653	-2.130208	0.0446
D(LN_IDE(-1))	-0.005844	0.006774	-0.862814	0.3975
D(LN_IDE(-2))	-0.003580	0.005693	-0.628763	0.5360
D(LN_IDE(-3))	-0.020903	0.005515	-3.790406	0.0010
D(LN_INF)	0.056400	0.020739	2.719483	0.0125
D(LN_TC)	0.987543	0.056268	17.55071	0.0000
D(LN_TC(-1))	-0.141561	0.058247	-2.430342	0.0237
D(LN_TC(-2))	-0.137530	0.058970	-2.332202	0.0292
D(LN_TC(-3))	-0.279765	0.061082	-4.580120	0.0001
D(LN_TO)	0.012361	0.065919	0.187526	0.8530
D(LN_TO(-1))	-0.172114	0.069849	-2.464076	0.0220
D(LN_TO(-2))	-0.198041	0.073086	-2.709719	0.0128
D(LN_TO(-3))	-0.251105	0.073043	-3.437761	0.0023
CointEq(-1)*	-0.204268	0.021737	-9.397234	0.0000

R-squared	0.948274	Mean dependent var	0.154095
Adjusted R-squared	0.923368	S.D. dependent var	0.307476
S.E. of regression	0.085117	Akaike info criterion	-1.824391
Sum squared resid	0.195612	Schwarz criterion	-1.239269
Log likelihood	51.40001	Hannan-Quinn criter.	-1.611322
Durbin-Watson stat	2.399740		

Annexe 7 : *Test autocorrélation des erreurs de Breuch-Godfrey*

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:
Null hypothesis: No serial correlation at up to 2 lags

F-statistic	2.477589	Prob. F(2,20)	0.1093
Obs*R-squared	8.141089	Prob. Chi-Square(2)	0.0171

Annexe 8 : *Test d'hétéroscédasticité de Breuch-Pagan-Godfrey*

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey
Null hypothesis: Homoskedasticity

F-statistic	0.292274	Prob. F(18,22)	0.9948
Obs*R-squared	7.912347	Prob. Chi-Square(18)	0.9799
Scaled explained SS	7.678291	Prob. Chi-Square(18)	0.9831

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières

Remerciement .....

Dédicace .....

Sommaire I

Listes des Tableaux II

Listes des figures III

Listes des abréviations IV

Listes des annexes V

RÉSUMÉ VI

ABSTRACT VII

Chapitre 01 : Introduction Générale ..... A

- Motifs de choix ..... A
- Problématique ..... B
- Sous-questions ..... B
- Hypothèses ..... B
- Objectifs de travail ..... B
- Méthodologie de la recherche C
- Plan de travail C
- Etudes antérieures ..... D

Chapitre 02 : Revue de la littérature 1

Introduction du chapitre 1

2.1 Cadre conceptuel des Investissements Directs Etrangers 2

2.1.1 Définition des Investissements directs étrangers 2

2.1.2 Les dimensions fondamentales des IDE 3

2.1.3 Les formes des IDE 3

2.1.4 Les structures des IDE 6

2.1.5 Les caractéristiques des IDE 6

2.1.6 Les théories explicatives des IDE 7

2.1.7 Cadre réglementaire et institutionnel des IDE en Algérie 11

2.1.8 L'évolution des IDE en Algérie 11

2.1.9 Le cadre réglementaire et la promotion des IDE en Algérie 13

2.1.10 Déterminants et motivations des IDE 15

2.2 Cadre théorique de la croissance économique 20

2.2.1 Définition de la croissance économique 20

2.2.2 Indicateurs de mesure de la croissance économique 21
2.2.3 Les principaux modèles théoriques de la croissance économique 22
2.3 Relation théorique entre les IDE et la croissance économique 25
2.3.1 Les IDE et les théories néoclassiques de la croissance 26
2.3.2 Les IDE et les théories keynésiennes de la croissance 26
2.3.3 Les IDE et les théories de la croissance endogène 26
Conclusion du chapitre 28
Chapitre 03 : Cadre méthodologique de l'étude 30
Introduction du chapitre 30
3.1 Présentation du lieu de stage « Ministère des Finances » 31
3.2 Présentation de la structure d'accueil (DGPP-Direction Générale de la Prévision et des Politiques) 31
3.2.1 Missions et Rôle de la DGPP 32
3.2.2 Le Rôle du Ministère des Finances et de la DGPP dans la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la croissance économique (PIB) 34
3.3 Choix des variables et source des données 35
3.3.1 Présentation des variables 35
3.4 Présentation du modèle 37
3.4.1 Présentation du modèle « ARDL » 38
3.4.2 Les étapes du modèle « ARDL » 38
Conclusion du chapitre 41
Chapitre 04 : Analyse et discussions des résultats 43
Introduction du chapitre 43
4.1 Analyse descriptive des séries 44
4.2 Analyse de la stationnarité des séries 46
4.3 Estimation générale du Modelé (Long et court terme) 47
4.3.1 Test de cointégration (Test de bounds) 49
4.4 Etude de la relation de court et de long terme 50
4.4.1 Estimation de la relation long terme 50
4.4.2 Estimation de la relation à court terme 53
4.5 Test de stabilité du modèle 55
4.5.1 Test de CUSUM et CUSUMSQ 55
4.5.2 Test de robustesse 56
Conclusion du chapitre 58
Chapitre 05 : Conclusion Générale 60

- Principaux résultats et Tests des hypothèses 61
- Recommandations 62
- Limites de l'étude 63
- Perspectives futures 64

Bibliographie..... 66

ANNEXES :..... 72

Table des matières..... 77